Nº 13-016-X au catalogue
ISSN 1715-071X

Revue des comptes économiques des provinces et des territoires

2013

Date de diffusion : le 5 novembre 2014

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros sans frais suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-877-287-4369

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit nº 13-016-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de parcourir par « Ressource clé » > « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Notre organisme » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2014

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada (www.statcan.gc.ca/reference/licence-fra.htm).

This publication is also available in English.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, ses entreprises, ses administrations et les autres établissements. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0^s	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
^{p}	provisoire
^{r}	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
^{E}	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié
*	valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence ($p<0,05$)

Table des matières

Aperçu 5

Comptes économiques des provinces et des territoires, 2013 5

Note aux lecteurs 6

Faits saillants par province et par territoire 8

Terre-Neuve-et-Labrador 8

Île-du-Prince-Édouard 9

Nouvelle-Écosse 10

Nouveau-Brunswick 11

Québec 12

Ontario 13

Manitoba 14

Saskatchewan 15

Alberta 16

Colombie-Britannique 17

Yukon 18

Territoires du Nord-Ouest 19

Nunavut 20

Produits et services connexes www.statcan.gc.ca/cen

PIB provinciaux en termes de revenus et de dépenses	
Tableaux CANSIM	384-0037 à 384-0044
PIB provinciaux par industrie	
Tableaux CANSIM	379-0028, 379-0030 et 381-0030
CD-ROM :	
Produit intérieur brut provincial (PIB) par industrie et secteur aux prix de base	15-209-XCB
Provincial Gross Output by Industry and Sector	15-210-XCB
Comptes économiques canadiens	
Publications :	
Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens	13-010-XIE
Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens	13-605-XIE
PIB national en termes de revenus et de dépenses	
Tableaux CANSIM	380-0063 à 380-0076, 380-0078 à 380-0107
PIB national par industrie	
Tableaux CANSIM	379-0029 et 379-0031
Publication :	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIE

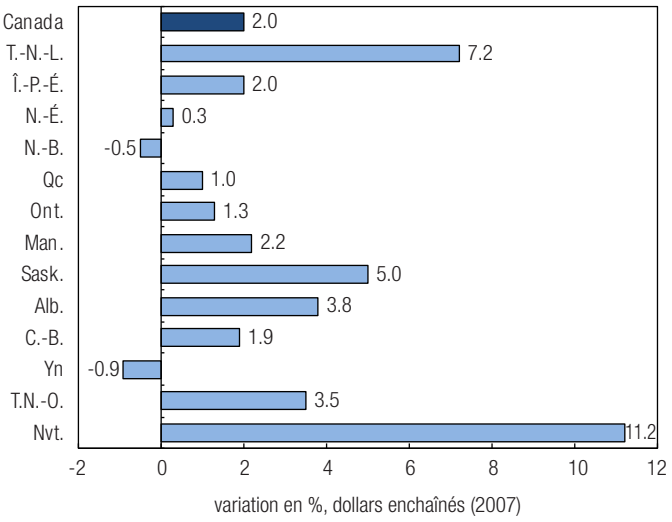
Aperçu

Comptes économiques des provinces et des territoires, 2013

Le PIB réel a augmenté dans l'ensemble des provinces et des territoires en 2013, sauf au Nouveau-Brunswick et au Yukon. Il a inscrit les hausses les plus importantes dans le Nunavut (+11,2 %) et à Terre-Neuve-et-Labrador (+7,2 %). À l'échelle nationale, le PIB réel a progressé de 2,0 %, ce qui est légèrement supérieur à l'augmentation de 2012.

La croissance économique au Québec (+1,0 %) et en Ontario (+1,3 %) a été inférieure à la moyenne nationale. Pour leur part, la Saskatchewan (+5,0 %) et l'Alberta (+3,8 %) ont dépassé la moyenne nationale pour la quatrième année d'affilée.

Graphique 1
Produit intérieur brut réel, 2013



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont augmenté dans chaque province et territoire, sauf au Yukon, où elles ont légèrement fléchi de 0,1 %. L'Alberta a enregistré la plus forte hausse des dépenses des ménages (+4,3 %). Les dépenses ont progressé à un rythme plus rapide dans toutes les provinces et tous les territoires, sauf en Saskatchewan, en Alberta, au Yukon et au Nunavut. À l'échelle nationale, les dépenses des ménages se sont accrues de 2,5 %, comparativement à 1,9 % en 2012.

La formation brute de capital fixe des entreprises a progressé de 0,8 % à l'échelle nationale, après une hausse de 7,0 % en 2012. Le Nunavut (+35,0 %) et Terre-Neuve-et-Labrador (+26,2 %) ont inscrit les hausses les plus fortes, alors que le Yukon (-18,1 %) et le Nouveau-Brunswick (-12,1 %) ont affiché les baisses les plus importantes. Huit des 13 provinces et territoires ont connu une croissance plus lente que l'année précédente.

La formation brute de capital fixe des entreprises sous forme de bâtiments résidentiels a baissé de 0,4 % à l'échelle nationale, après avoir augmenté de 5,7 % l'année précédente. Le Yukon (-18,3 %) a inscrit la baisse la plus forte. En 2013, la croissance a ralenti dans toutes les provinces et tous les territoires, sauf le Nunavut.

À l'échelle nationale, la formation brute de capital fixe des entreprises sous forme de bâtiments non résidentiels, ainsi que de machines et de matériel a crû de 2,6 %, alors qu'elle avait affiché une hausse de 9,0 % l'année précédente. Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Manitoba, l'Alberta, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ont tous enregistré des hausses plus fortes que la moyenne nationale.

Toutes les provinces et tous les territoires, sauf la Nouvelle-Écosse (-1,9 %) et le Nouveau-Brunswick (-3,9 %), ont exporté plus de biens et de services qu'en 2012. Toutefois, dans la plupart des provinces et des territoires, la croissance a ralenti par rapport à 2012. À l'échelle nationale, les exportations ont augmenté de 2,0 %, comparativement à 2,6 % l'année précédente.

Les importations de biens et de services ont augmenté dans la plupart des provinces et des territoires, Terre-Neuve-et-Labrador affichant la plus forte hausse (+11,8 %). À l'échelle nationale, les importations ont augmenté de 1,3 %, après avoir progressé de 3,7 % l'année précédente. Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ont tous inscrit une croissance plus forte qu'en 2012.

La rémunération des salariés a progressé dans toutes les provinces et tous les territoires, l'Alberta affichant la plus forte hausse (+7,3 %). À l'échelle nationale, la rémunération des salariés a augmenté de 3,7 %, comparativement à 4,6 % en 2012. Dans toutes les provinces et tous les territoires, sauf la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et la Colombie-Britannique, la croissance a été plus lente qu'en 2012.

L'excédent d'exploitation net des sociétés a été plus faible pour toutes les provinces et tous les territoires, sauf à Terre-Neuve-et-Labrador, à l'Île-du-Prince-Édouard, en Ontario, en Alberta et au Nunavut. À l'échelle nationale, l'excédent d'exploitation net des sociétés a fléchi de 0,6 %, après avoir affiché une baisse de 4,2 % en 2012.

Le revenu disponible des ménages a augmenté dans toutes les provinces et tous les territoires, avec en tête la Saskatchewan (+8,6 %) et l'Alberta (+8,0 %). Un bond de 49,8 % des revenus agricoles mixtes bruts a contribué à cette augmentation en Saskatchewan, tandis qu'un gain de 14,3 % des revenus nets de la propriété a contribué

Note aux lecteurs

La présente diffusion comprend les révisions des comptes économiques provinciaux et territoriaux pour la période de 2011 à 2012 et une mise à jour des données de 2013. Les données sur le PIB par industrie à l'échelle provinciale ou territoriale sont également révisées pour la période allant de 2011 à 2013. Sont intégrées dans ces deux séries de révisions les nouvelles données repères pour 2011 provenant des comptes d'entrées-sorties provinciaux et territoriaux, les révisions des comptes nationaux des revenus et des dépenses diffusées aujourd'hui, ainsi que les données de base révisées.

Les variations en pourcentage des statistiques relatives aux dépenses (comme les dépenses de consommation finale des ménages, la formation brute de capital fixe, les exportations et les importations) sont calculées à partir de mesures en volume, qui sont corrigées en fonction des variations de prix. Les variations en pourcentage des statistiques relatives aux revenus (comme la rémunération des salariés et les excédents d'exploitation net des sociétés) sont calculées à partir de mesures nominales, ce qui signifie qu'elles ne sont pas corrigées en fonction des variations de prix.

à la croissance du revenu disponible des ménages en Alberta. La Nouvelle-Écosse, l'Ontario, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique ont été les seules provinces à afficher une croissance plus forte qu'en 2012. À l'échelle nationale, le revenu disponible des ménages a augmenté de 3,8 %, ce qui est inférieur à la hausse de 4,2 % enregistrée l'année précédente.

Provinces atlantiques

Le PIB réel de Terre-Neuve-et-Labrador a progressé de 7,2 % en 2013, après avoir baissé de 4,5 % l'année précédente. La croissance a été portée par la formation brute de capital fixe des entreprises (+26,2 %) et les exportations de biens et de services (+9,8 %). Les investissements en bâtiments non résidentiels, ainsi qu'en machines et matériel ont progressé de 40,0 %.

Le PIB réel de l'Île-du-Prince-Édouard a augmenté de 2,0 %, poursuivant une tendance positive amorcée en 2002. Les exportations de biens et de services, en hausse de 4,5 %, ont le plus contribué à la croissance générale. Les exportations vers d'autres pays ont augmenté de 7,3 %, tandis que les exportations vers d'autres provinces ont progressé de 2,4 %. Les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues de 1,6 %, après un gain de 1,0 % en 2012. La formation brute de capital fixe des entreprises (+9,3 %) a rebondi après avoir connu un repli considérable (-5,2 %) en 2012.

En Nouvelle-Écosse, le PIB réel a augmenté de 0,3 %, après avoir baissé de 0,3 % en 2012. Les dépenses de consommation finale des ménages, en hausse de 2,0 %, ont largement contribué à la hausse globale. L'augmentation des dépenses de consommation finale des ménages a été principalement attribuable à une hausse de 6,8 % des biens durables. La détérioration de la balance commerciale a tempéré la croissance.

Le PIB réel du Nouveau-Brunswick a fléchi de 0,5 %, après s'être contracté de 0,4 % en 2012. La baisse des exportations (-3,9 %) a le plus contribué à ce fléchissement. Les exportations de biens et de services vers d'autres provinces ont chuté de 5,9 %, tandis que les exportations vers d'autres pays ont baissé de 2,2 %. Les dépenses de consommation finale des ménages ont augmenté de 1,9 %, après avoir affiché une hausse de 0,5 % en 2012.

Provinces du centre

Le PIB réel s'est accru de 1,0 % au Québec, comparativement à une hausse de 1,5 % en 2012. La croissance a été essentiellement stimulée par un gain de 2,0 % des dépenses de consommation finale des ménages. La formation brute de capital fixe des entreprises a diminué de 5,2 %, après avoir augmenté pendant trois années consécutives.

Le PIB réel de l'Ontario a augmenté de 1,3 %, stimulé par la hausse des dépenses de consommation finale des ménages (+2,1 %). Les exportations de la province ont crû de 1,8 %, ce qui représente un taux plus bas que le gain annuel moyen de 5,7 % observé pendant les trois années précédentes. La formation brute de capital fixe des entreprises a baissé de 4,2 % en raison du fléchissement des investissements des entreprises en bâtiments non résidentiels, en machines et matériel (-6,7 %), ainsi qu'en bâtiments résidentiels (-2,3 %).

Provinces de l'Ouest

Le PIB réel du Manitoba a augmenté de 2,2 %, les dépenses de consommation finale des ménages ayant progressé de 2,6 %. Les dépenses en biens durables se sont accrues de 8,1 %. La formation brute de capital fixe des entreprises (+5,5 %) et les exportations de biens et de services (+1,4 %) ont également progressé.

Le PIB réel de la Saskatchewan a augmenté de 5,0 %, après avoir progressé de 3,1 % en 2012. Les entreprises ont engrangé 3,2 milliards de dollars de stocks principalement agricoles, ce qui a contribué à la hausse du PIB. Les

dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues de 3,5 %, alors que la formation brute de capital fixe des entreprises a fléchi de 2,1 %.

Le PIB réel de l'Alberta a progressé de 3,8 %, après avoir augmenté de 4,5 % en 2012. La croissance a été portée par la hausse de la formation brute de capital fixe des entreprises (+8,5 %). Les dépenses de consommation finale des ménages (+4,3 %) et les exportations de biens et de services (+2,7 %) ont également augmenté.

Le PIB réel de la Colombie-Britannique a connu une expansion de 1,9 % en 2013, les dépenses de consommation finale des ménages ayant progressé de 2,5 %. Les exportations de biens et de services (+2,5 %) ont elles aussi contribué à cette augmentation. Pour sa part, la formation brute de capital fixe des entreprises a baissé (-0,5 %).

Territoires

Le PIB réel du Yukon a accusé un recul de 0,9 %, après avoir augmenté de 2,6 % en 2012. La formation brute de capital fixe des entreprises a chuté de 18,1 % au cours de l'année, après avoir fléchi de 25,4 % en 2012. Les investissements en bâtiments résidentiels (-18,3 %) et en bâtiments non résidentiels (-21,9 %) ont tous deux régressé.

Le PIB réel des Territoires du Nord-Ouest a augmenté de 3,5 % en 2013. La formation brute de capital fixe des entreprises (+14,9 %), stimulée principalement par la hausse des investissements en bâtiments non résidentiels, a le plus contribué à la hausse globale. Les exportations de biens et de services (+4,3 %) et les dépenses de consommation finale des ménages (+1,7 %) ont également augmenté.

Le PIB réel du Nunavut s'est accru de 11,2 % en 2013, après avoir augmenté de 1,2 % en 2012. La croissance a été portée par la hausse de la formation brute de capital fixe des entreprises (+35,0 %), principalement les investissements des entreprises en bâtiments non résidentiels.

Hausse de la part du revenu national pour les provinces riches en ressources

Depuis 2003, la part du revenu national augmente pour les économies axées sur les ressources de Terre-Neuve-et-Labrador, de la Saskatchewan et de l'Alberta, alors qu'elle baisse pour le Québec et l'Ontario.

En 2013, le PIB nominal combiné de Terre-Neuve-et-Labrador, de la Saskatchewan et de l'Alberta a représenté 24,1 % du PIB national. En 2003, leur part s'élevait à 18,4 %. À l'inverse, la part combinée du Québec et l'Ontario dans le PIB national a baissé pour passer de 61,5 % en 2003 à 55,9 % en 2013.

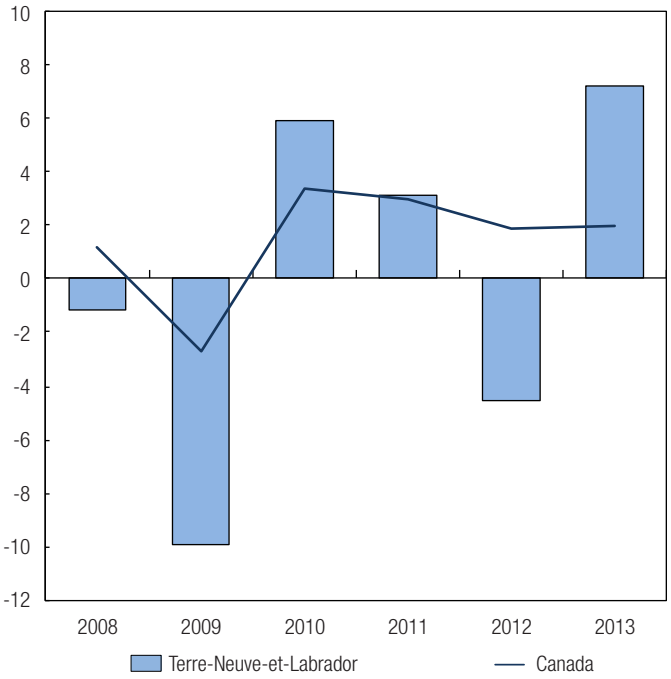
Faits saillants par province et par territoire

Terre-Neuve-et-Labrador

L'économie de Terre-Neuve-et-Labrador a rebondi en 2013, en progressant de 7,2 % après avoir traîné derrière toutes les autres provinces et tous les autres territoires avec une baisse de 4,5 % en 2012. La croissance a été portée par les exportations et par la formation brute de capital fixe des entreprises. La demande intérieure finale a augmenté de 8,2 %, ce qui représente la plus forte croissance annuelle pour l'ensemble des provinces et des territoires.

Graphique 2
Produit intérieur brut réel, Terre-Neuve-et-Labrador

variation en %,
dollars enchaînés (2007)



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

La formation brute de capital fixe des entreprises a inscrit une solide croissance pour une troisième année de suite, grâce à une progression de 26,2 %, en raison des investissements soutenus en bâtiments non résidentiels et des travaux dans le cadre des grands projets d'ingénierie.

Les exportations ont augmenté de 9,8 %, après avoir fléchi de 10,8 % en 2012, les livraisons de pétrole brut ayant fait progresser les données de la balance commerciale. Les importations ont augmenté de 11,8 %; la forte croissance des importations internationales a porté la tendance à la hausse.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont augmenté de 3,4 %, comparativement à une hausse de 2,8 % en 2012. Les dépenses en biens durables ont progressé de 6,5 %.

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques en biens et en services ont chuté de 0,4 %, après deux années de croissance modérée.

Le PIB nominal a augmenté de 10,7 %, ce qui représente la plus forte hausse pour l'ensemble des provinces et des territoires, après avoir inscrit l'un des seuls replis en 2012. La rémunération des salariés a augmenté de 7,0 %, après avoir progressé de 9,3 % l'année précédente. L'excédent d'exploitation net des sociétés a bondi de 17,1 %, après avoir baissé de 23,4 % en 2012. Le prix global des biens et des services produits au Canada a augmenté de 3,2 %.

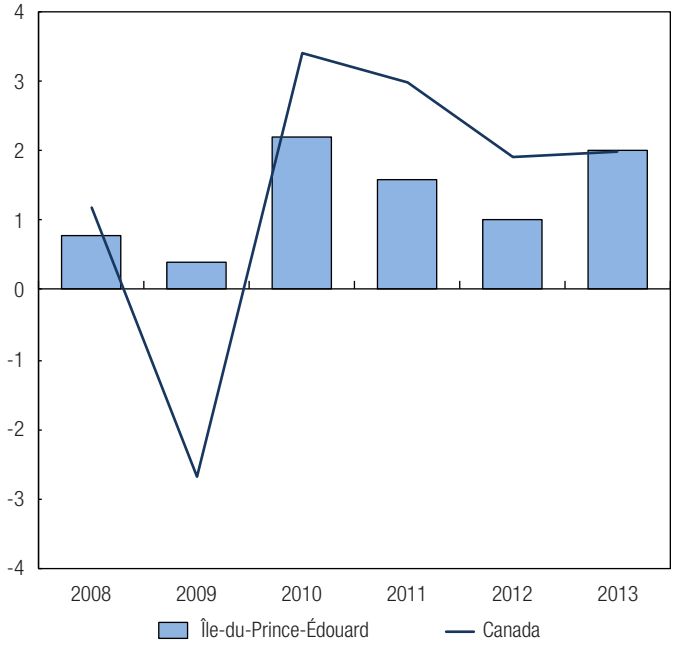
Le revenu disponible des ménages s'est accru de 5,9 %, soit environ un point de pourcentage de moins qu'en 2012. Au cours des cinq dernières années, le revenu disponible des ménages par habitant à Terre-Neuve-et-Labrador a augmenté de 30,1 %, ce qui est beaucoup plus que toute autre province et tout autre territoire et ce qui représente plus de deux fois la moyenne nationale (+13,1 %). Le ratio du service de la dette a diminué pour s'établir à 5,31 %; il s'agit du ratio le plus faible parmi toutes les provinces.

Île-du-Prince-Édouard

Le PIB réel de l'Île-du-Prince-Édouard a augmenté de 2,0 % en 2013, après avoir progressé de 1,0 % en 2012.

Graphique 3
Produit intérieur brut réel, Île-du-Prince-Édouard

variation en %,
dollars enchaînés (2007)



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Les exportations de biens et de services ont le plus contribué à la hausse globale, en progressant de 4,5 %. Les exportations vers d'autres pays ont augmenté de 7,3 %, tandis que les exportations vers d'autres provinces ont progressé de 2,4 %.

Les importations de biens et de services ont augmenté de 1,8 %, portées par une hausse de 4,2 % des importations en provenance d'autres pays. Les importations en provenance d'autres provinces ont progressé de 0,7 %.

La formation brute de capital fixe des entreprises a augmenté de 9,3 %, grâce à un bond de 21,9 % des investissements en bâtiments non résidentiels, ainsi qu'en machines et matériel.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont augmenté de 1,6 %, après avoir affiché une hausse de 1,0 % en 2012, essentiellement grâce à la hausse des dépenses de consommation en services (+2,3 %). Les dépenses en biens ont progressé de 0,9 %.

Le PIB nominal a augmenté de 5,0 %, après s'être accru de 1,9 % en 2012. L'excédent d'exploitation net des sociétés a rebondi de 18,7 %, après avoir diminué de 12,9 %. Le prix global des biens et des services produits dans l'Île-du-Prince-Édouard a augmenté de 2,9 %.

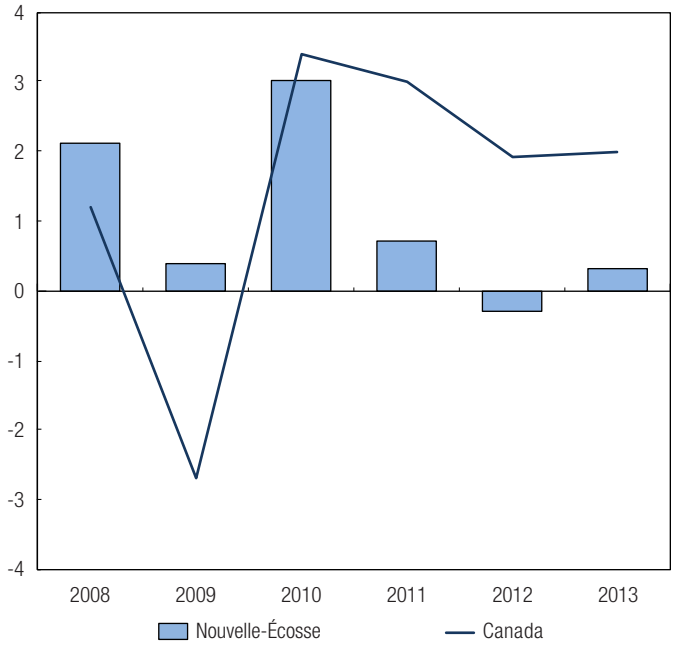
La croissance du revenu disponible des ménages a ralenti pour passer de 4,0 % à 1,3 %, la rémunération des salariés (+1,9 %) ayant progressé plus lentement qu'en 2012. Le ratio du service de la dette des ménages est passé de 6,45 % en 2012 à 6,37 % en 2013.

Nouvelle-Écosse

En Nouvelle-Écosse, le PIB réel a augmenté de 0,3 % en 2013, après avoir fléchi de 0,3 % en 2012. Les dépenses de consommation finale des ménages, en hausse de 2,0 %, ont le plus contribué à cette augmentation. La demande intérieure finale a progressé de 2,0 %.

Graphique 4
Produit intérieur brut réel, Nouvelle-Écosse

variation en %,
dollars enchaînés (2007)



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

La hausse des dépenses de consommation finale des ménages a été dominée par une augmentation de 2,3 % des dépenses en biens. En particulier, les dépenses en biens durables ont augmenté de 6,8 %.

Après avoir fléchi pendant deux années consécutives, la formation brute de capital fixe des entreprises a augmenté de 4,6 %. Cette augmentation a été portée par une hausse des investissements en bâtiments non résidentiels, ainsi qu'en machines et matériel (+9,3 %), qui avaient baissé de 27,2 % en 2012, après les investissements massifs dans la plate-forme de Deep Panuke en 2011. Les investissements en bâtiments résidentiels ont eux aussi progressé (+1,1 %).

La baisse de 3,5 % des exportations vers d'autres provinces a surtout contribué au repli de 1,9 %, dans l'ensemble, des exportations de biens et de services. Les importations en provenance d'autres pays ont augmenté de 4,2 % et ont été légèrement compensées par un repli de 1,3 % des importations en provenance d'autres provinces, ce qui a donné lieu à une hausse nette des importations de 1,4 %.

Le PIB nominal a progressé de 2,4 %, après avoir fléchi de 0,4 % en 2012. La rémunération des salariés a augmenté de 2,0 %, tandis que l'excédent d'exploitation net des sociétés a fléchi de 1,8 %. Le prix global des biens et des services produits en Nouvelle-Écosse a augmenté de 2,2 %.

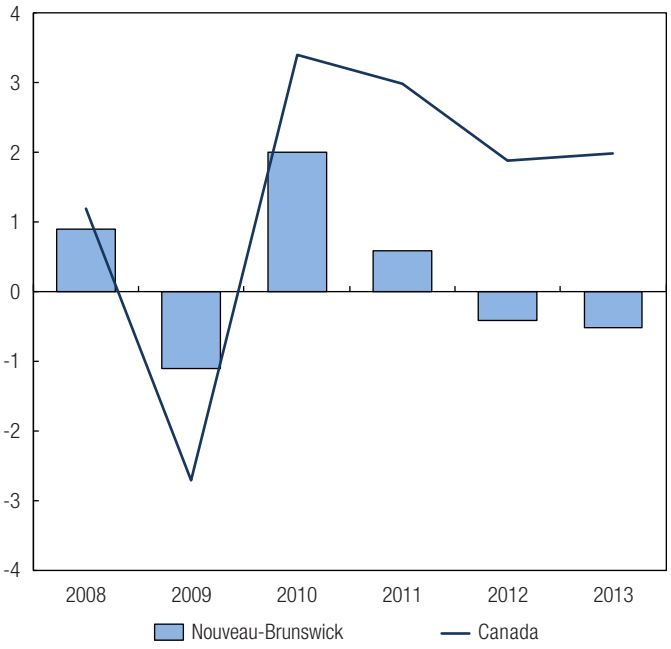
Le revenu disponible des ménages a augmenté de 2,1 %, après avoir baissé de 0,3 % en 2012. Le ratio du service de la dette s'est établi à 6,85 %, en baisse par rapport à 7,23 % en 2012.

Nouveau-Brunswick

Le PIB réel du Nouveau-Brunswick a fléchi de 0,5 % en 2013, après avoir diminué de 0,4 % en 2012. La baisse des exportations (-3,9 %) a le plus contribué à ce fléchissement. La demande intérieure finale a reculé de 1,8 %.

Graphique 5
Produit intérieur brut réel, Nouveau-Brunswick

variation en %,
dollars enchaînés (2007)



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Les exportations de biens et de services vers d'autres provinces ont baissé de 5,9 %, tandis que les exportations vers d'autres pays ont reculé de 2,2 %. Les importations ont baissé de 5,0 %. Les importations de biens en provenance d'autres provinces ont enregistré un recul de 11,4 %, après avoir baissé de 21,1 % en 2012.

La formation brute de capital fixe des entreprises (-12,1 %) a baissé pour la deuxième année d'affilée. La formation brute de capital fixe des administrations publiques a chuté de 25,2 %, après avoir connu un déclin comparable en 2012.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont augmenté de 1,9 %, après avoir progressé de 0,5 % en 2012. La hausse des dépenses en biens (+1,9 %) et en services (+1,8 %) a contribué à la hausse globale.

La croissance du PIB nominal s'est établie à 0,5 %, ce qui représente à peu près la moitié du taux de croissance de 2012 et la croissance la plus lente dans l'ensemble des provinces et des territoires, sauf les Territoires du Nord-Ouest. La rémunération des salariés a augmenté de 1,7 %, après avoir progressé de 0,8 % en 2012. L'excédent d'exploitation net des sociétés a baissé de 12,3 %. Le prix des biens et des services produits au Nouveau-Brunswick a augmenté de 1,0 %

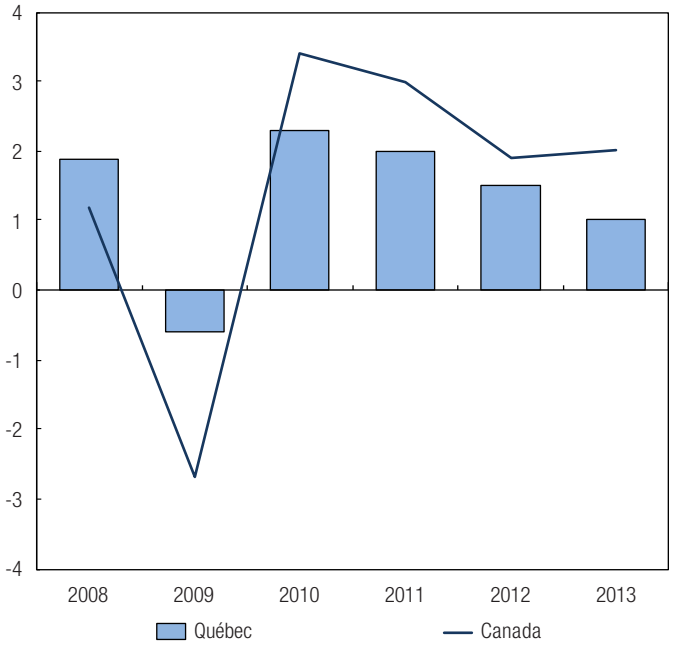
La croissance du revenu disponible des ménages (+1,6 %) a été plus faible qu'en 2012. Le ratio du service de la dette des ménages s'est établi à 5,75 %, en baisse par rapport à 5,88 % en 2012.

Québec

Au Québec, le PIB réel a augmenté de 1,0 % en 2013, comparativement à une hausse de 1,5 % en 2012. La croissance a été essentiellement portée par une hausse de 2,0 % des dépenses de consommation finale des ménages. La demande intérieure finale a progressé de 0,4 %.

Graphique 6
Produit intérieur brut réel, Québec

variation en %,
dollars enchaînés (2007)



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

La formation brute de capital fixe des entreprises a diminué de 5,2 %, après avoir augmenté pendant trois années consécutives. Après deux années de forte croissance, les investissements en bâtiments non résidentiels, ainsi qu'en machines et matériel ont fléchi de 6,6 %.

Les exportations ont augmenté de 0,4 %, après avoir progressé de 1,5 % en 2012. Les exportations vers d'autres pays ont progressé de 0,6 %, ce qui explique l'augmentation globale des exportations. Les importations en provenance d'autres pays ont chuté de 1,6 %, tandis que les importations en provenance d'autres provinces n'ont pas varié, ce qui a donné lieu à une baisse globale de 1,0 % en 2013.

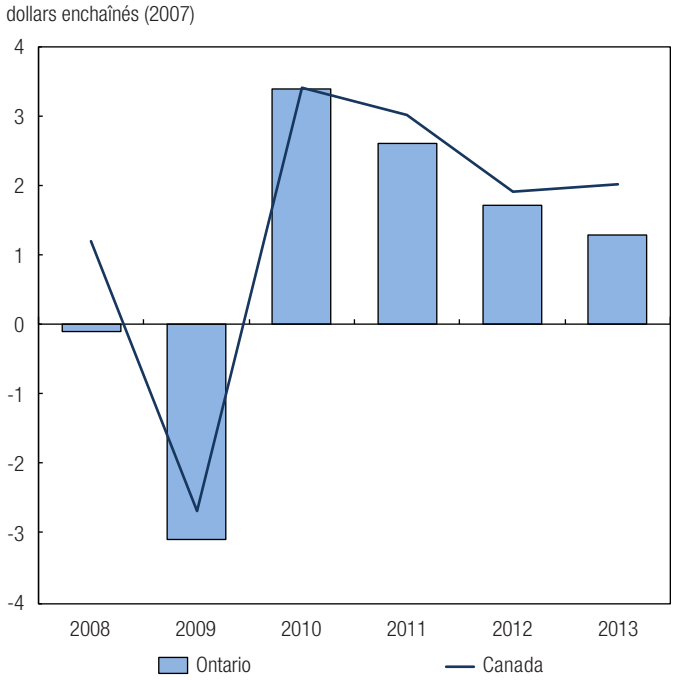
Le PIB nominal a augmenté de 1,5 %, après avoir progressé de 3,4 % en 2012, en raison de l'excédent d'exploitation net des sociétés (-10,4 %) et de la rémunération des salariés (+2,4 %) qui ont inscrit des résultats inférieurs à ceux de 2012. Le prix des biens et des services produits au Québec a augmenté de 0,6 %.

Le revenu disponible des ménages s'est accru de 1,8 %, après avoir progressé de 4,4 % en 2012. Le ratio du service de la dette des ménages a augmenté, pour s'établir à 6,55 %.

Ontario

La croissance du PIB réel de l'Ontario a ralenti pour une troisième année consécutive. L'économie a progressé de 1,3 % en 2013, comparativement à un taux de croissance de 1,7 % en 2012. La demande intérieure finale a augmenté de 0,4 %, en raison de la hausse des dépenses de consommation finale des ménages et des administrations publiques.

Graphique 7
Produit intérieur brut réel, Ontario



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont progressé de 2,1 %, essentiellement en raison de l'augmentation de la consommation des services et des biens non durables.

La formation brute de capital fixe des entreprises a reculé de 4,2 %, en raison du déclin des investissements en bâtiments résidentiels et en bâtiments non résidentiels, ainsi qu'en machines et matériel. Les investissements des entreprises en droits de propriété intellectuelle ont baissé de 3,4 %.

La formation brute de capital fixe des administrations publiques (-5,8 %) a baissé pour une troisième année d'affilée. Les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont augmenté de 0,6 %, après avoir progressé de 1,6 % en 2012.

Les importations ont augmenté de 0,1 %, ce qui représente une quatrième hausse annuelle consécutive, après s'être accrues de 1,8 % en 2012. La hausse des importations de biens en provenance d'autres pays (+1,8 %) y a surtout contribué.

Les exportations de biens et de services ont augmenté de 1,8 %, comparativement à une hausse de 3,3 % en 2012. Les exportations vers d'autres pays et les exportations vers d'autres provinces ont toutes deux augmenté durant l'année.

Les investissements en stocks ont été en hausse, les stocks non agricoles ayant augmenté en 2013.

Le PIB nominal s'est accru de 2,4 %, après avoir progressé de 3,2 % en 2012. Cette augmentation a été portée par une hausse de 2,7 % de la rémunération des salariés. L'excédent d'exploitation net des sociétés est resté inchangé, après avoir baissé de 0,6 % en 2012. Le prix des biens et des services produits en Ontario a augmenté de 1,1 %.

Le revenu disponible des ménages a augmenté de 2,7 %, ce qui est légèrement supérieur à la hausse de 2012. Le ratio du service de la dette des ménages a diminué, pour passer de 7,68 % en 2012 à 7,46 % en 2013.

Manitoba

Le PIB réel du Manitoba a augmenté de 2,2 % en 2013, comparativement à une hausse de 3,3 % en 2012. La demande intérieure finale a progressé de 2,4 %, portée par les dépenses de consommation finale des ménages (+2,6 %) et par la formation brute de capital fixe des entreprises (+5,5 %).

Graphique 8
Produit intérieur brut réel, Manitoba

variation en %,
dollars enchaînés (2007)

Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont augmenté, essentiellement en raison de la hausse de la consommation des services (+2,3 %) et des biens durables (+8,1 %).

Les investissements des entreprises en machines et matériel ont progressé de 16,3 %, ce qui représente la plus forte hausse depuis 1997. Les investissements des entreprises en bâtiments résidentiels ont augmenté de 3,9 %, après avoir progressé de 8,8 % en 2012. Les investissements en bâtiments non résidentiels ont augmenté de 3,0 %, après avoir baissé pendant deux années consécutives.

Les exportations ont progressé de 1,4 %, essentiellement en raison de la hausse des livraisons de biens vers d'autres pays et d'autres provinces.

Les importations ont augmenté de 1,9 %, ce qui représente une quatrième hausse annuelle consécutive. La hausse des importations de biens et de services d'origine nationale et internationale a contribué à cette augmentation.

La croissance du PIB nominal a ralenti pour passer de 6,0 % en 2012 à 3,7 %, tandis que l'excédent d'exploitation net des sociétés a fléchi de 4,5 %, après avoir augmenté de 6,5 % l'année précédente. La rémunération des salariés a augmenté de 3,5 %. Le prix des biens et des services produits au Manitoba a progressé de 1,5 %.

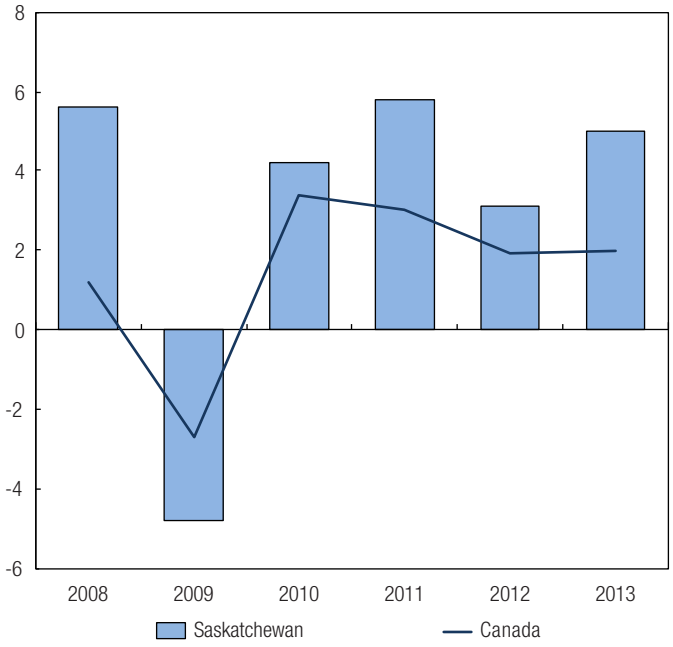
Le revenu disponible des ménages a augmenté de 3,7 %, après avoir progressé de 5,7 % en 2012. Le ratio du service de la dette des ménages a baissé, pour s'établir à 6,16 %.

Saskatchewan

En 2013, le PIB réel de la Saskatchewan a enregistré une hausse de 5,0 %, après avoir affiché une progression de 3,1 % en 2012. La demande intérieure finale a augmenté de 1,3 %, après une croissance de 4,8 % en 2012.

Graphique 9
Produit intérieur brut réel, Saskatchewan

variation en %,
dollars enchaînés (2007)



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont progressé de 3,5 %, portées par les dépenses en services (+2,8 %) et en biens durables (+6,2 %).

La formation brute de capital fixe des entreprises a fléchi de 2,1 %, en raison de la baisse des investissements en bâtiments non résidentiels (-7,6 %). Les investissements des entreprises en machines et matériel (+8,9 %) et en bâtiments résidentiels (+1,5 %) ont tous deux augmenté.

Les investissements des entreprises en stocks ont enregistré des hausses considérables en raison de l'accroissement des stocks agricoles. Une récolte exceptionnelle de blé et les difficultés qui ont suivi dans la mise en marché du produit ont contribué à l'augmentation des stocks.

Les importations ont augmenté de 3,4 %, comparativement à 3,5 % en 2012. Les livraisons de biens d'origine nationale et internationale ont contribué à cette augmentation.

Les exportations de biens et de services ont progressé de 1,4 %, tandis que la hausse des exportations vers d'autres provinces (+7,1 %) a été en partie effacée par une baisse des exportations vers d'autres pays (-1,5 %).

Le PIB nominal a progressé de 5,5 %, ce qui représente un rythme légèrement plus lent qu'en 2012. La rémunération des salariés a augmenté de 5,7 %, tandis que l'excédent d'exploitation net des sociétés a fléchi de 1,1 %. Le prix des biens et des services produits en Saskatchewan a augmenté de 0,5 %.

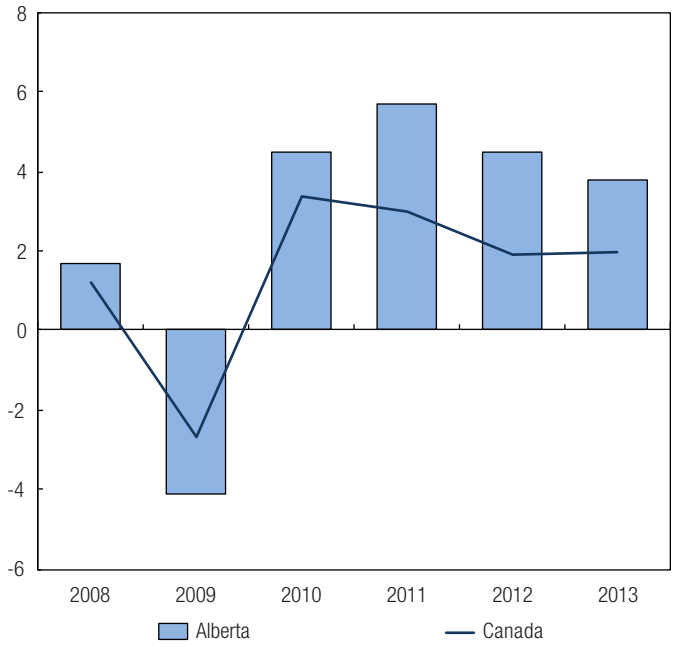
Le revenu disponible des ménages a progressé de 8,6 %, ce qui représente la plus forte hausse parmi toutes les provinces et tous les territoires et ce qui explique la baisse du ratio du service de la dette des ménages (5,83 %).

Alberta

Le PIB réel de l'Alberta a progressé de 3,8 % en 2013, après avoir augmenté de 4,5 % en 2012, la croissance de la formation de capital fixe tout comme celle des exportations ayant ralenti.

Graphique 10
Produit intérieur brut réel, Alberta

variation en %,
dollars enchaînés (2007)



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont augmenté de 4,3 %, ce qui représente la même progression qu'en 2012 et la plus forte hausse parmi toutes les provinces et tous les territoires. Les dépenses en services ont augmenté de 3,6 %, ce qui représente une légère augmentation par rapport à la croissance de 3,3 % enregistrée en 2012. Les dépenses en biens ont progressé de 5,2 %, après avoir augmenté de 5,5 % en 2012.

Alors que les investissements en bâtiments résidentiels (+7,5 %) et en bâtiments non résidentiels (+12,6 %) aient progressé, les investissements en droits de propriété intellectuelle ont diminué de 5,8 %, ce qui représente leur première baisse depuis 2009. Par conséquent, la formation brute de capital fixe des entreprises a ralenti pour s'établir à 8,5 %, ce qui représente le rythme de croissance le plus lent depuis 2009.

Les exportations de biens et de services ont augmenté de 2,7 %, après avoir progressé de 3,6 % en 2012. Les exportations vers d'autres pays (+3,4 %) et d'autres provinces (+1,5 %) ont toutes progressé plus lentement qu'en 2012.

Les importations de biens et de services ont augmenté de 5,4 %, après avoir progressé de 6,0 % en 2012. Les importations en provenance d'autres pays ont ralenti pour s'établir à 6,9 %, comparativement à 8,3 % en 2012, et les importations en provenance d'autres provinces ont progressé de 3,6 %, comparativement à 3,4 % en 2012.

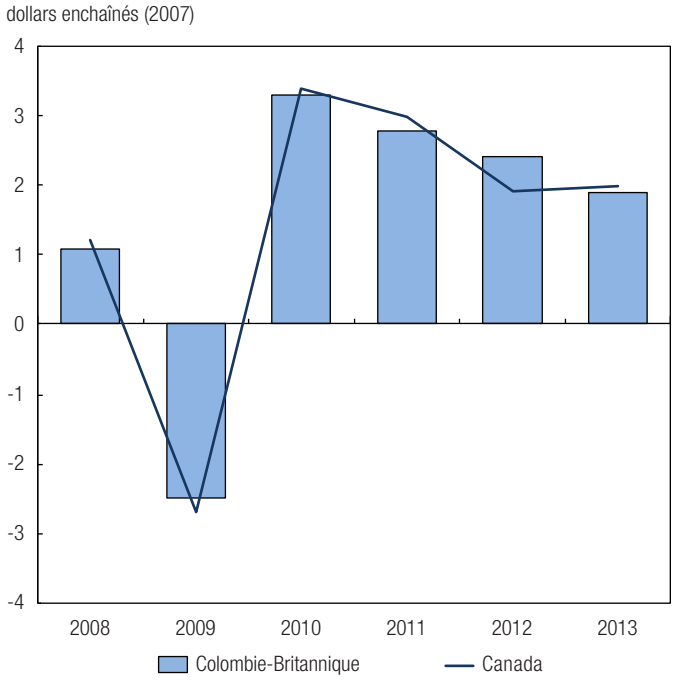
Le PIB nominal a augmenté de 7,1 %, après avoir progressé de 5,6 % en 2012. La rémunération des salariés s'est accrue de 7,3 %, ce qui représente la plus forte hausse parmi toutes les provinces et tous les territoires, tandis que l'excédent d'exploitation net des sociétés a augmenté de 7,8 %. Le prix des biens et des services produits en Alberta a augmenté de 3,1 %.

Le revenu disponible des ménages a augmenté de 8,0 %, après avoir progressé de 8,7 % en 2012. Le ratio du service de la dette des ménages a baissé pour s'établir à 6,40 %, comparativement à 6,81 % en 2012.

Colombie-Britannique

Le PIB réel de la Colombie-Britannique a augmenté de 1,9 % en 2013. Ce taux de croissance est inférieur à celui de 2,4 % enregistré l'année précédente et a poursuivi le ralentissement général amorcé en 2011. La demande intérieure finale a augmenté de 1,3 %, ce qui est moins que le taux de 3,3 % affiché en 2012. Le taux de croissance enregistré en 2013 est le plus faible depuis 2009.

Graphique 11
Produit intérieur brut réel, Colombie-Britannique



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Les dépenses de consommation finale des ménages en biens et en services ont augmenté de 2,5 % par rapport à 2,1 % en 2012. Les dépenses en biens durables se sont accélérées de 4,1 %, pendant que les dépenses en biens semi-durables ont augmenté de 1,9 %. Les dépenses en services ont progressé de 2,7 %, comme elles l'avaient fait l'année précédente.

La formation brute de capital fixe des entreprises a fléchi de 0,5 %, après avoir progressé de 6,7 % en 2012. Les investissements en bâtiments non résidentiels ont augmenté de 2,4 %, après avoir progressé de 10,5 % l'année précédente. Les investissements en droits de propriété intellectuelle ont augmenté de 0,5 %, après avoir fléchi de 9,7 % en 2012. Parallèlement, les investissements en machines et matériel se sont brusquement repliés de 7,2 %, après avoir augmenté de 8,1 % en 2012. Il s'agissait de la première baisse depuis 2009. La formation brute de capital fixe des administrations publiques a baissé de 5,5 %, comparativement à une augmentation de 16,9 % en 2012.

Les exportations de biens et de services ont augmenté de 2,5 %, portées par la hausse des exportations vers d'autres pays (+3,3 %). Les exportations vers d'autres provinces (+1,4 %) ont elles aussi progressé.

Les importations de biens et de services ont augmenté de 0,8 %, les importations en provenance d'autres pays (+0,7 %) et d'autres provinces (+0,9 %) ayant toutes deux augmenté. La croissance des importations en 2013 a été la plus lente depuis 2009.

Le PIB nominal a progressé de 3,2 %, après avoir augmenté de 2,3 % en 2012. La rémunération des salariés s'est accrue de 4,0 %. L'excédent d'exploitation net des sociétés a ralenti de 5,4 %, après avoir baissé de 10,7 % en 2012. Le prix des biens et des services produits en Colombie-Britannique a augmenté de 1,2 %.

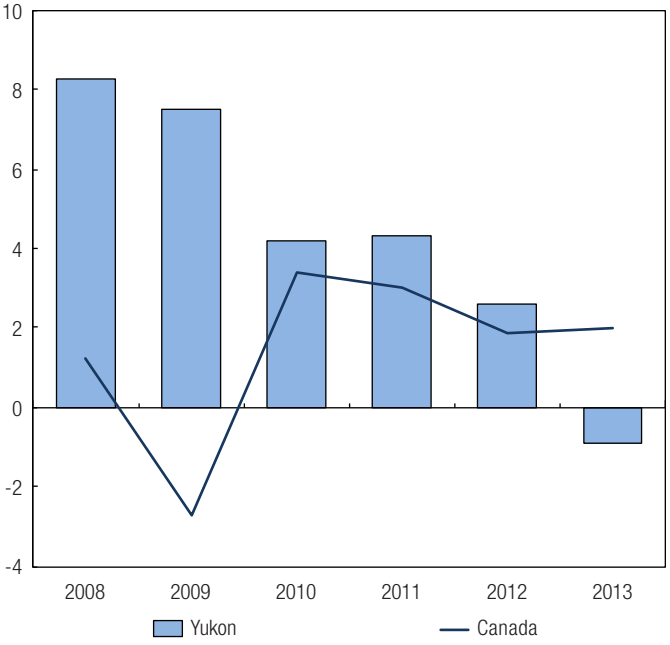
Le revenu disponible des ménages (+4,9 %) a progressé plus rapidement qu'en 2012, ce qui explique la baisse du ratio du service de la dette des ménages (8,77 %).

Yukon

Le PIB réel du Yukon s'est contracté de 0,9 % en 2013, après avoir augmenté de 2,6 % en 2012. La demande intérieure finale a fléchi de 2,4 %, ce qui a été moins que la baisse de 6,5 % enregistrée en 2012.

Graphique 12
Produit intérieur brut réel, Yukon

variation en %,
dollars enchaînés (2007)



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont reculé de 0,1 %, après avoir augmenté de 3,5 % en 2012. La croissance des dépenses de consommation finale des ménages a ralenti depuis 2010.

Les dépenses en biens ont diminué de 2,5 %, les biens durables (-3,4 %), les biens semi-durables (-2,8 %) et les biens non durables (-2,0 %) ayant tous fléchi. Par contre, les dépenses en services ont augmenté de 1,8 %.

La formation brute de capital fixe des entreprises a baissé de 18,1 %, après s'être repliée de 25,4 % en 2012. Les investissements en machines et matériel ont augmenté de 38,8 %, alors que les investissements en bâtiments résidentiels (-18,3 %) et en bâtiments non résidentiels (-21,9 %) ont fléchi.

Les exportations ont augmenté de 2,9 %, après avoir progressé de 22,9 % en 2012. Les exportations vers d'autres provinces ont été en hausse de 0,9 %, tandis que les exportations vers d'autres pays ont augmenté de 5,6 %. Les importations ont fléchi de 5,6 %, après avoir affiché une baisse de 3,5 % l'année précédente. Les importations en provenance d'autres pays ont augmenté de 8,1 %. Cependant, les importations en provenance d'autres provinces ont reculé de 10,1 %.

Le PIB nominal a augmenté de 1,4 %, après avoir légèrement progressé de 0,1 % en 2012. La hausse de la rémunération des salariés (+1,3 %) et du revenu mixte brut (+4,9 %) a contribué à cette croissance. L'excédent d'exploitation net des sociétés a baissé de 57,8 %, après avoir subi un déclin comparable en 2012. Le prix des biens et des services produits au Yukon a augmenté de 2,3 %

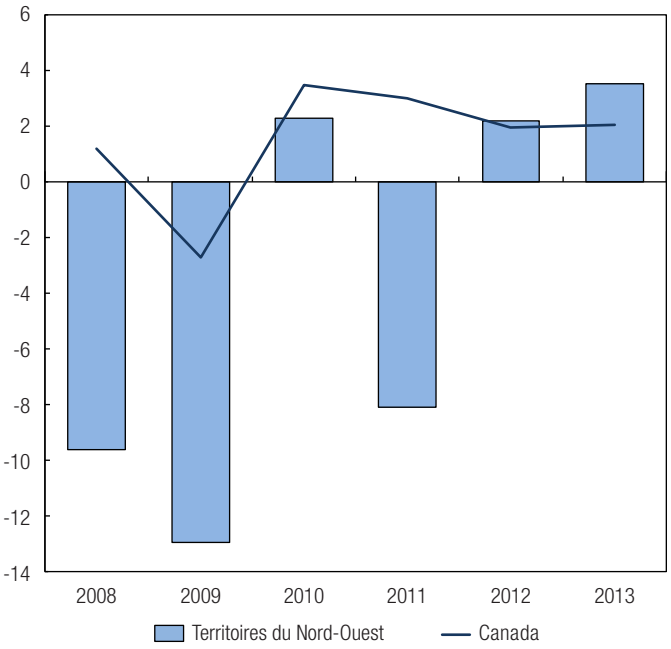
Le revenu disponible des ménages a progressé de 2,4 %, après avoir augmenté de 4,3 % en 2012. Le ratio du service de la dette des ménages n'a presque pas varié, à 4,90 %.

Territoires du Nord-Ouest

Le PIB réel des Territoires du Nord-Ouest a augmenté de 3,5 % en 2013, après avoir progressé de 2,2 % en 2012. La demande intérieure finale s'est accrue de 5,1 %, après s'être accrue de 4,3 % en 2012.

Graphique 13
Produit intérieur brut réel, Territoires du Nord-Ouest

variation en %,
dollars enchaînés (2007)



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

La formation brute de capital fixe des entreprises a progressé de 14,9 %, pour ainsi afficher une croissance dans les deux chiffres pour une deuxième année consécutive. Cette croissance a été alimentée par la hausse des investissements en bâtiments résidentiels (+10,1 %) et en bâtiments non résidentiels, ainsi qu'en machines et matériel (+31,4 %).

Les exportations de biens et de services ont augmenté de 4,3 %, portées par la hausse des exportations vers d'autres provinces (+8,0 %). Les exportations internationales ont suivi, avec une progression de 1,7 %, après avoir baissé pendant deux ans. Les importations ont augmenté de 3,2 %, les importations internationales ayant progressé de 6,4 %, après un déclin de 8,5 % en 2012. Les importations interprovinciales se sont accrues de 1,9 %.

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques n'ont pratiquement pas varié, se repliant de 0,1 % comparativement à une baisse de 0,2 % en 2012.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont progressé de 1,7 %, les dépenses en biens ayant augmenté de 1,3 % et les dépenses en services s'étant accrues de 2,0 %.

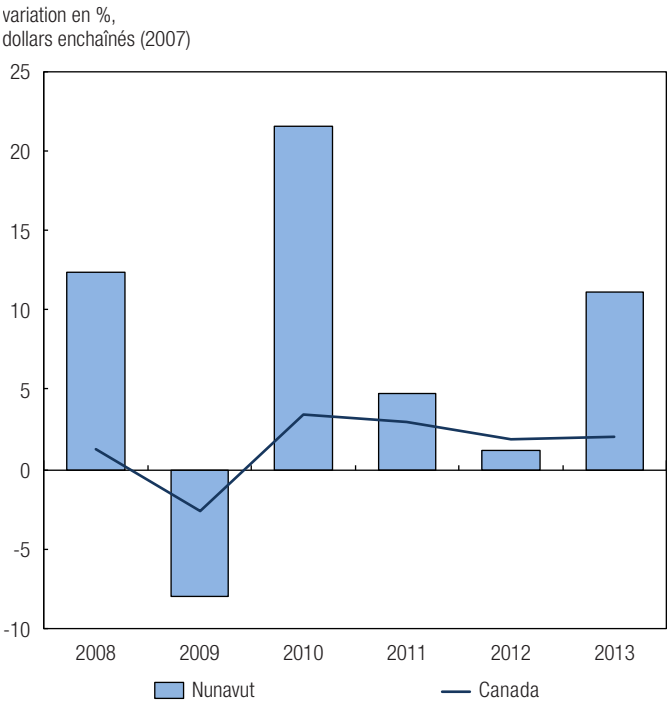
Le PIB nominal a diminué de 1,6 %, ce qui représente la seule contraction parmi toutes les provinces et tous les territoires. Les Territoires du Nord-Ouest ont connu la plus forte baisse de leur PIB nominal pour la deuxième année consécutive. L'excédent d'exploitation net des sociétés a baissé de 40,2 %. Cette forte baisse du PIB nominal, qui se produit depuis trois années de suite, s'explique par la chute des cours des métaux. Dans l'ensemble, le prix des biens et des services produits dans les Territoires du Nord-Ouest a reculé de 4,9 %. La rémunération des salariés a augmenté de 2,4 %.

Le revenu disponible des ménages a progressé de 1,7 %, après avoir affiché une hausse de 6,6 % en 2012. Le ratio du service de la dette des ménages a légèrement diminué, pour s'établir à 4,23 %.

Nunavut

Le PIB réel du Nunavut a progressé de 11,2 % en 2013, après avoir affiché une hausse plus modeste de 1,2 % en 2012. La croissance a été portée par l'augmentation de la formation brute de capital fixe des entreprises. La demande intérieure finale a augmenté de 8,5 % en 2013.

Graphique 14
Produit intérieur brut réel, Nunavut



Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

La formation brute de capital fixe des entreprises a augmenté de 35,0 %, après une hausse des investissements en bâtiments non résidentiels, ainsi qu'en machines et matériel.

La formation brute de capital fixe des administrations publiques a augmenté de 19,8 %, après avoir baissé de 30,1 % en 2012. Cette croissance s'explique par la hausse des dépenses en infrastructures et en logements sociaux.

Les exportations de biens et de services ont augmenté de 10,7 %, après avoir progressé de 13,9 % en 2012. Les livraisons d'or en provenance du Nunavut ont continué de progresser, mais plus lentement qu'en 2012. Les exportations interprovinciales ont augmenté de 11,0 %, portées par les exportations interprovinciales de biens (15,7 %).

Les importations de biens et de services ont augmenté de 5,3 %, les importations interprovinciales ayant progressé de 7,1 %. Les importations internationales ont fléchi de 3,9 %.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont augmenté de 2,3 %, les dépenses en biens (+3,0 %) et en services (+1,8 %) ayant toutes deux augmenté.

Le PIB nominal a progressé de 9,2 %, ce qui représente la deuxième augmentation en importance parmi toutes les provinces et tous les territoires, après une hausse de 8,5 % en 2012. L'excédent d'exploitation net des sociétés a bondi de 52,8 %, après avoir augmenté de 28,4 % en 2012. La rémunération des salariés a été en hausse de 3,6 %. Le prix des biens et des services produits au Nunavut a diminué de 1,8 %.

Le revenu disponible des ménages a augmenté de 4,9 %, ce qui est comparable à la progression de 2012. Le ratio du service de la dette des ménages s'est établi à 2,05 %, ce qui représente le ratio le plus faible parmi toutes les provinces et tous les territoires.

Tableau 1
Indicateurs principaux des comptes économiques, Canada

PIB en termes de revenus et de dépenses	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	816 942	812 983	839 376	885 131	926 189	960 209	4,4	-0,5	3,2	5,5	4,6	3,7
Excédent d'exploitation brut	482 330	404 611	460 731	507 413	512 293	524 779	9,4	-16,1	13,9	10,1	1,0	2,4
Excédent d'exploitation net : sociétés	264 530	176 451	232 293	268 069	256 699	255 234	9,7	-33,3	31,6	15,4	-4,2	-0,6
Consommation de capital fixe : sociétés	168 622	176 126	173 719	180 793	193 359	204 499	8,6	4,5	-1,4	4,1	7,0	5,8
Consommation de capital fixe : administrations publiques et instutions sans but lucratif au service des ménages	49 178	52 034	54 719	58 551	62 235	65 046	10,7	5,8	5,2	7,0	6,3	4,5
Revenu mixte brut	183 034	185 990	193 368	201 335	209 063	218 540	4,5	1,6	4,0	4,1	3,8	4,5
Revenu mixte net	138 460	139 511	145 645	152 313	158 359	165 201	3,5	0,8	4,4	4,6	4,0	4,3
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	44 574	46 479	47 723	49 022	50 704	53 339	7,4	4,3	2,7	2,7	3,4	5,2
Impôts moins les subventions	164 027	163 927	170 428	176 627	184 651	189 922	-1,4	-0,1	4,0	3,6	4,5	2,9
Revenu disponible des ménages	904 074	921 915	956 311	999 704	1 041 318	1 080 866	5,6	2,0	3,7	4,5	4,2	3,8
Taux d'épargne des ménages[1]	4,0	5,3	4,3	4,4	5,2	5,2	…	…	…	…	…	…
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	8,81	7,75	7,71	7,59	7,30	7,10	…	…	…	…	…	…
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	1 197 552	1 211 456	1 249 935	1 273 489	1 295 728	1 320 106	3,4	1,2	3,2	1,9	1,7	1,9
Dépenses de consommation finale des ménages	854 881	857 360	887 096	906 659	924 243	947 321	2,8	0,3	3,5	2,2	1,9	2,5
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	22 198	22 847	22 669	24 140	24 685	25 082	5,0	2,9	-0,8	6,5	2,3	1,6
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	320 401	331 007	339 993	342 705	346 931	348 251	4,6	3,3	2,7	0,8	1,2	0,4
Formation brute de capital fixe	372 054	329 317	367 027	384 616	403 146	404 755	1,6	-11,5	11,5	4,8	4,8	0,4
Formation brute de capital fixe des entreprises	308 509	260 425	290 973	313 908	335 776	338 438	0,7	-15,6	11,7	7,9	7,0	0,8
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	2 513	2 003	2 141	2 146	2 250	2 259	59,8	-20,3	6,9	0,2	4,8	0,4
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	61 007	66 700	73 701	68 494	65 194	64 168	4,7	9,3	10,5	-7,1	-4,8	-1,6
Investissements en stocks	8 032	-5 104	-452	10 911	7 437	12 368	…	…	…	…	…	…
Exportations de biens et services	513 107	445 992	476 617	498 685	511 739	522 052	-4,5	-13,1	6,9	4,6	2,6	2,0
Importations de biens et services	508 261	445 409	506 080	534 733	554 560	561 603	…	…	…	…	…	…
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 584 306	1 541 348	1 593 357	1 640 522	1 672 067	1 705 567	1,2	-2,7	3,4	3,0	1,9	2,0

1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 2
Indicateurs principaux des comptes économiques, Terre-Neuve-et-Labrador

PIB en termes de revenus et de dépenses	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	9 316	10 147	10 738	11 666	12 752	13 644	-3,5	8,9	5,8	8,6	9,3	7,0
Excédent d'exploitation brut	17 896	10 336	13 564	16 683	14 194	16 453	12,2	-42,2	31,2	23,0	-14,9	15,9
Excédent d'exploitation net : sociétés	14 194	6 477	9 670	12 481	9 596	11 233	13,2	-54,4	49,3	29,1	-23,1	17,1
Consommation de capital fixe : sociétés	2 910	3 050	3 049	3 254	3 574	4 144	8,9	4,8	0,0	6,7	9,8	15,9
Consommation de capital fixe : administrations publiques et instutions sans but lucratif au service des ménages	792	809	845	948	1 024	1 076	8,2	2,1	4,4	12,2	8,0	5,1
Revenu mixte brut	2 089	2 252	2 382	2 646	2 769	2 933	5,3	7,8	5,8	11,1	4,7	5,9
Revenu mixte net	1 566	1 681	1 767	2 003	2 108	2 243	3,7	7,4	5,1	13,4	5,3	6,4
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	523	571	615	643	661	690	10,3	9,2	7,7	4,6	2,8	4,4
Impôts moins les subventions	2 126	2 219	2 425	2 516	2 658	2 796	-0,2	4,4	9,3	3,8	5,6	5,2
Revenu disponible des ménages	12 418	13 253	13 873	14 750	15 758	16 680	-1,0	6,7	4,7	6,3	6,8	5,9
Taux d'épargne des ménages[1]	2,8	5,8	5,2	5,9	7,7	8,4	…	…	…	…	…	…
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	6,85	5,84	5,93	5,76	5,47	5,31	…	…	…	…	…	…
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	18 898	19 277	20 032	20 470	20 923	21 358	4,6	2,0	3,9	2,2	2,2	2,1
Dépenses de consommation finale des ménages	11 892	12 223	12 635	12 985	13 346	13 805	4,9	2,8	3,4	2,8	2,8	3,4
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	183	191	195	206	215	214	-2,1	4,4	2,1	5,6	4,4	-0,5
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	6 823	6 852	7 196	7 266	7 343	7 312	4,3	0,4	5,0	1,0	1,1	-0,4
Formation brute de capital fixe	5 042	4 843	5 730	7 126	8 801	10 732	13,4	-3,9	18,3	24,4	23,5	21,9
Formation brute de capital fixe des entreprises	4 195	3 750	4 456	5 889	7 548	9 528	13,5	-10,6	18,8	32,2	28,2	26,2
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	31	39	47	45	44	44	287,5	25,8	20,5	-4,3	-2,2	0,0
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	816	1 061	1 235	1 181	1 186	1 122	9,8	30,0	16,4	-4,4	0,4	-5,4
Investissements en stocks	-216	-211	89	147	54	172	…	…	…	…	…	…
Exportations de biens et services	20 552	16 610	17 582	17 885	15 957	17 524	-1,9	-19,2	5,9	1,7	-10,8	9,8
Importations de biens et services	14 832	13 852	15 277	16 562	17 738	19 836	…	…	…	…	…	…
Produit intérieur brut aux prix du marché	29 369	26 464	28 033	28 904	27 592	29 588	-1,2	-9,9	5,9	3,1	-4,5	7,2

1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 3
Indicateurs principaux des comptes économiques, Île-du-Prince-Édouard

PIB en termes de revenus et de dépenses	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	2 463	2 588	2 672	2 791	2 871	2 925	5,5	5,1	3,2	4,5	2,9	1,9
Excédent d'exploitation brut	1 069	1 141	1 235	1 265	1 232	1 373	2,2	6,7	8,2	2,4	-2,6	11,4
Excédent d'exploitation net : sociétés	498	533	620	620	540	641	-4,4	7,0	16,3	0,0	-12,9	18,7
Consommation de capital fixe : sociétés	356	379	368	375	397	414	9,2	6,5	-2,9	1,9	5,9	4,3
Consommation de capital fixe : administrations publiques et instutions sans but lucratif au service des ménages	215	229	247	270	295	318	8,0	6,5	7,9	9,3	9,3	7,8
Revenu mixte brut	680	681	744	786	824	856	0,4	0,2	9,2	5,6	4,8	3,9
Revenu mixte net	509	506	565	600	634	659	-0,8	-0,5	11,6	6,1	5,7	4,0
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	171	175	179	186	190	197	4,3	2,3	2,3	3,9	2,2	3,7
Impôts moins les subventions	540	532	544	567	581	618	-0,9	-1,5	2,3	4,1	2,5	6,4
Revenu disponible des ménages	3 255	3 383	3 530	3 652	3 797	3 847	5,7	3,9	4,3	3,4	4,0	1,3
Taux d'épargne des ménages[1]	-2,8	0,1	-1,0	-2,4	-1,3	-2,9	…	…	…	…	…	…
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	7,84	6,57	6,42	7,29	6,45	6,37	…	…	…	…	…	…
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	4 943	4 873	5 078	5 213	5 232	5 272	2,4	-1,4	4,2	2,7	0,4	0,8
Dépenses de consommation finale des ménages	3 257	3 299	3 410	3 482	3 516	3 571	2,5	1,3	3,4	2,1	1,0	1,6
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	67	71	68	78	78	78	4,7	6,0	-4,2	14,7	0,0	0,0
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	1 619	1 506	1 601	1 654	1 640	1 627	2,0	-7,0	6,3	3,3	-0,8	-0,8
Formation brute de capital fixe	985	968	939	1 046	922	993	-2,7	-1,7	-3,0	11,4	-11,9	7,7
Formation brute de capital fixe des entreprises	750	627	632	706	669	731	-4,2	-16,4	0,8	11,7	-5,2	9,3
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	27	6	9	11	11	11	42,1	-77,8	50,0	22,2	0,0	0,0
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	209	332	295	325	242	251	-0,5	58,9	-11,1	10,2	-25,5	3,7
Investissements en stocks	-16	-65	5	20	61	20	…	…	…	…	…	…
Exportations de biens et services	2 228	2 140	2 174	2 175	2 260	2 362	-3,0	-3,9	1,6	0,0	3,9	4,5
Importations de biens et services	3 479	3 244	3 417	3 606	3 582	3 645	…	…	…	…	…	…
Produit intérieur brut aux prix du marché	4 658	4 678	4 783	4 861	4 908	5 006	0,8	0,4	2,2	1,6	1,0	2,0

1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 4
Indicateurs principaux des comptes économiques, Nouvelle-Écosse

PIB en termes de revenus et de dépenses	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	18 404	18 905	19 424	20 564	20 397	20 810	5,0	2,7	2,7	5,9	-0,8	2,0
Excédent d'exploitation brut	8 579	7 419	8 138	7 991	7 753	7 921	7,8	-13,5	9,7	-1,8	-3,0	2,2
Excédent d'exploitation net : sociétés	3 841	2 574	3 307	2 817	2 284	2 243	13,0	-33,0	28,5	-14,8	-18,9	-1,8
Consommation de capital fixe : sociétés	3 228	3 262	3 179	3 420	3 609	3 755	3,3	1,1	-2,5	7,6	5,5	4,0
Consommation de capital fixe : administrations publiques et instutions sans but lucratif au service des ménages	1 510	1 583	1 652	1 754	1 860	1 923	5,2	4,8	4,4	6,2	6,0	3,4
Revenu mixte brut	4 542	4 755	5 015	5 135	5 280	5 498	2,4	4,7	5,5	2,4	2,8	4,1
Revenu mixte net	3 370	3 533	3 755	3 834	3 937	4 085	0,7	4,8	6,3	2,1	2,7	3,8
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	1 172	1 222	1 260	1 301	1 343	1 413	7,4	4,3	3,1	3,3	3,2	5,2
Impôts moins les subventions	3 966	4 159	4 529	4 666	4 782	4 895	-0,8	4,9	8,9	3,0	2,5	2,4
Revenu disponible des ménages	23 078	23 710	24 440	25 570	25 488	26 029	4,9	2,7	3,1	4,6	-0,3	2,1
Taux d'épargne des ménages[1]	-1,4	-0,3	-1,9	-1,6	-4,3	-5,5	…	…	…	…	…	…
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	8,77	7,44	7,37	7,30	7,23	6,85	…	…	…	…	…	…
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	34 272	34 429	35 129	35 581	35 887	36 373	2,2	0,5	2,0	1,3	0,9	1,4
Dépenses de consommation finale des ménages	22 935	23 267	23 848	24 276	24 503	24 998	2,9	1,4	2,5	1,8	0,9	2,0
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	558	563	554	590	611	618	3,0	0,9	-1,6	6,5	3,6	1,1
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	10 780	10 609	10 741	10 740	10 801	10 793	0,8	-1,6	1,2	0,0	0,6	-0,1
Formation brute de capital fixe	6 491	7 177	8 126	7 866	7 148	7 552	-7,0	10,6	13,2	-3,2	-9,1	5,7
Formation brute de capital fixe des entreprises	5 081	5 291	6 207	6 084	5 289	5 532	-7,9	4,1	17,3	-2,0	-13,1	4,6
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	34	28	47	46	47	46	54,5	-17,6	67,9	-2,1	2,2	-2,1
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	1 376	1 852	1 870	1 736	1 799	1 956	-4,7	34,6	1,0	-7,2	3,6	8,7
Investissements en stocks	80	-176	43	487	346	143	…	…	…	…	…	…
Exportations de biens et services	14 962	13 782	14 605	14 646	14 835	14 554	-1,7	-7,9	6,0	0,3	1,3	-1,9
Importations de biens et services	21 185	20 468	22 125	22 502	22 291	22 594	…	…	…	…	…	…
Produit intérieur brut aux prix du marché	34 625	34 753	35 806	36 073	35 950	36 042	2,1	0,4	3,0	0,7	-0,3	0,3

1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 5
Indicateurs principaux des comptes économiques, Nouveau-Brunswick

PIB en termes de revenus et de dépenses	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	14 845	15 235	15 628	16 181	16 310	16 589	6,8	2,6	2,6	3,5	0,8	1,7
Excédent d'exploitation brut	7 437	7 275	7 850	8 260	8 241	7 914	-7,7	-2,2	7,9	5,2	-0,2	-4,0
Excédent d'exploitation net : sociétés	3 537	3 128	3 677	3 893	3 666	3 216	-21,1	-11,6	17,6	5,9	-5,8	-12,3
Consommation de capital fixe : sociétés	2 699	2 903	2 889	2 990	3 107	3 192	8,6	7,6	-0,5	3,5	3,9	2,7
Consommation de capital fixe : administrations publiques et instutions sans but lucratif au service des ménages	1 201	1 244	1 284	1 377	1 468	1 506	10,4	3,6	3,2	7,2	6,6	2,6
Revenu mixte brut	2 920	3 026	3 200	3 379	3 482	3 605	2,5	3,6	5,8	5,6	3,0	3,5
Revenu mixte net	2 162	2 203	2 333	2 466	2 562	2 641	1,3	1,9	5,9	5,7	3,9	3,1
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	758	823	867	913	920	964	6,3	8,6	5,3	5,3	0,8	4,8
Impôts moins les subventions	3 214	3 275	3 424	3 596	3 722	3 791	5,5	1,9	4,6	5,0	3,5	1,9
Revenu disponible des ménages	17 945	18 475	19 203	19 858	20 393	20 728	6,2	3,0	3,9	3,4	2,7	1,6
Taux d'épargne des ménages[1]	1,5	2,6	2,4	1,3	2,0	0,9	…	…	…	…	…	…
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	7,08	6,08	5,99	6,00	5,88	5,75	…	…	…	…	…	…
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	25 719	26 066	26 936	27 185	27 105	27 379	3,5	1,3	3,3	0,9	-0,3	1,0
Dépenses de consommation finale des ménages	17 483	17 720	18 156	18 494	18 587	18 937	3,4	1,4	2,5	1,9	0,5	1,9
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	312	321	333	339	340	341	-0,3	2,9	3,7	1,8	0,3	0,3
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	7 924	8 025	8 439	8 354	8 193	8 133	3,7	1,3	5,2	-1,0	-1,9	-0,7
Formation brute de capital fixe	6 757	6 081	6 074	6 554	5 608	4 739	-0,4	-10,0	-0,1	7,9	-14,4	-15,5
Formation brute de capital fixe des entreprises	5 514	4 847	4 536	4 551	4 180	3 673	9,4	-12,1	-6,4	0,3	-8,2	-12,1
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	31	33	43	45	51	47	14,8	6,5	30,3	4,7	13,3	-7,8
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	1 219	1 206	1 495	1 946	1 386	1 037	-28,9	-1,1	24,0	30,2	-28,8	-25,2
Investissements en stocks	-18	90	146	158	197	119	…	…	…	…	…	…
Exportations de biens et services	21 526	21 113	22 509	22 103	22 786	21 905	-3,8	-1,9	6,6	-1,8	3,1	-3,9
Importations de biens et services	25 726	25 379	27 149	27 276	27 183	25 826	…	…	…	…	…	…
Produit intérieur brut aux prix du marché	28 125	27 811	28 381	28 543	28 426	28 272	0,9	-1,1	2,0	0,6	-0,4	-0,5

1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 6
Indicateurs principaux des comptes économiques, Québec

PIB en termes de revenus et de dépenses	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	162 901	163 775	169 059	177 875	185 360	189 729	3,9	0,5	3,2	5,2	4,2	2,4
Excédent d'exploitation brut	81 119	81 006	87 667	90 670	91 960	89 233	1,6	-0,1	8,2	3,4	1,4	-3,0
Excédent d'exploitation net : sociétés	42 338	40 041	46 761	48 697	47 608	42 640	-2,8	-5,4	16,8	4,1	-2,2	-10,4
Consommation de capital fixe : sociétés	27 702	29 002	28 298	28 605	30 180	31 785	5,9	4,7	-2,4	1,1	5,5	5,3
Consommation de capital fixe : administrations publiques et instutions sans but lucratif au service des ménages	11 079	11 963	12 608	13 368	14 172	14 808	9,6	8,0	5,4	6,0	6,0	4,5
Revenu mixte brut	32 722	33 942	34 972	36 193	37 047	38 412	4,0	3,7	3,0	3,5	2,4	3,7
Revenu mixte net	24 957	25 588	26 430	27 571	28 258	29 210	3,0	2,5	3,3	4,3	2,5	3,4
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	7 765	8 354	8 542	8 622	8 789	9 202	7,6	7,6	2,3	0,9	1,9	4,7
Impôts moins les subventions	36 847	36 550	37 929	41 018	43 333	45 173	-1,4	-0,8	3,8	8,1	5,6	4,2
Revenu disponible des ménages	189 292	193 244	197 556	205 542	214 559	218 315	4,8	2,1	2,2	4,0	4,4	1,8
Taux d'épargne des ménages[1]	3,8	4,8	2,4	2,6	4,1	2,7	…	…	…	…	…	…
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	7,46	6,59	6,64	6,33	6,50	6,55	…	…	…	…	…	…
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	255 347	261 216	269 853	273 902	276 599	280 840	2,8	2,3	3,3	1,5	1,0	1,5
Dépenses de consommation finale des ménages	179 794	181 390	187 977	191 335	193 448	197 287	3,2	0,9	3,6	1,8	1,1	2,0
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	5 035	5 224	5 243	5 603	5 635	5 650	4,7	3,8	0,4	6,9	0,6	0,3
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	70 521	74 562	76 604	76 961	77 522	77 953	1,6	5,7	2,7	0,5	0,7	0,6
Formation brute de capital fixe	66 571	63 669	66 725	69 247	72 106	69 446	2,1	-4,4	4,8	3,8	4,1	-3,7
Formation brute de capital fixe des entreprises	51 939	47 643	50 478	53 161	56 454	53 521	-0,7	-8,3	6,0	5,3	6,2	-5,2
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	370	383	426	403	430	431	36,5	3,5	11,2	-5,4	6,7	0,2
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	14 250	15 604	15 789	15 685	15 266	15 498	12,5	9,5	1,2	-0,7	-2,7	1,5
Investissements en stocks	2 027	-1 743	50	2 306	1 908	1 717	…	…	…	…	…	…
Exportations de biens et services	149 602	143 124	144 546	144 264	146 484	147 085	-3,4	-4,3	1,0	-0,2	1,5	0,4
Importations de biens et services	162 537	156 878	164 864	167 152	169 991	168 273	…	…	…	…	…	…
Produit intérieur brut aux prix du marché	311 626	309 683	316 886	323 210	328 082	331 231	1,9	-0,6	2,3	2,0	1,5	1,0

1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 7
Indicateurs principaux des comptes économiques, Ontario

PIB en termes de revenus et de dépenses	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	326 632	324 517	336 521	352 100	364 480	374 426	3,0	-0,6	3,7	4,6	3,5	2,7
Excédent d'exploitation brut	139 709	132 285	148 618	159 022	162 210	165 008	-1,2	-5,3	12,3	7,0	2,0	1,7
Excédent d'exploitation net : sociétés	68 785	58 369	76 046	84 283	83 782	83 784	-8,6	-15,1	30,3	10,8	-0,6	0,0
Consommation de capital fixe : sociétés	52 510	54 206	51 823	52 399	54 675	56 295	6,4	3,2	-4,4	1,1	4,3	3,0
Consommation de capital fixe : administrations publiques et instutions sans but lucratif au service des ménages	18 414	19 710	20 749	22 340	23 753	24 929	9,9	7,0	5,3	7,7	6,3	5,0
Revenu mixte brut	70 335	70 783	73 563	75 452	78 050	80 328	1,8	0,6	3,9	2,6	3,4	2,9
Revenu mixte net	53 345	53 108	55 327	56 749	58 640	59 948	0,4	-0,4	4,2	2,6	3,3	2,2
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	16 990	17 675	18 236	18 703	19 410	20 380	6,4	4,0	3,2	2,6	3,8	5,0
Impôts moins les subventions	67 815	68 466	71 365	72 394	75 292	76 090	-2,8	1,0	4,2	1,4	4,0	1,1
Revenu disponible des ménages	350 622	361 976	377 478	390 733	401 023	411 966	4,3	3,2	4,3	3,5	2,6	2,7
Taux d'épargne des ménages[1]	3,8	6,8	6,1	5,5	5,3	4,6	…	…	…	…	…	…
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	9,39	8,00	7,93	8,02	7,68	7,46	…	…	…	…	…	…
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	463 353	467 812	481 676	489 218	496 876	505 150	3,4	1,0	3,0	1,6	1,6	1,7
Dépenses de consommation finale des ménages	332 926	333 199	344 567	350 606	355 937	363 426	2,5	0,1	3,4	1,8	1,5	2,1
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	9 402	9 517	9 414	10 108	10 393	10 463	5,6	1,2	-1,1	7,4	2,8	0,7
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	120 995	124 952	127 603	128 489	130 531	131 357	5,8	3,3	2,1	0,7	1,6	0,6
Formation brute de capital fixe	117 961	109 759	120 844	121 970	122 914	117 338	-1,0	-7,0	10,1	0,9	0,8	-4,5
Formation brute de capital fixe des entreprises	95 393	84 185	90 044	95 623	98 337	94 161	-1,2	-11,7	7,0	6,2	2,8	-4,2
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	1 000	803	823	848	868	849	62,9	-19,7	2,5	3,0	2,4	-2,2
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	21 563	24 723	29 921	25 437	23 661	22 285	-1,7	14,7	21,0	-15,0	-7,0	-5,8
Investissements en stocks	5 555	-956	982	6 255	3 352	3 647	…	…	…	…	…	…
Exportations de biens et services	317 178	274 345	298 565	313 123	323 378	329 103	-6,5	-13,5	8,8	4,9	3,3	1,8
Importations de biens et services	306 906	272 832	304 265	317 506	323 065	323 430	…	…	…	…	…	…
Produit intérieur brut aux prix du marché	596 921	578 510	598 174	613 803	624 369	632 368	-0,1	-3,1	3,4	2,6	1,7	1,3

1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 8
Indicateurs principaux des comptes économiques, Manitoba

PIB en termes de revenus et de dépenses	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	25 423	26 188	26 882	28 074	29 348	30 367	5,7	3,0	2,7	4,4	4,5	3,5
Excédent d'exploitation brut	14 255	12 225	13 323	14 686	15 824	16 012	4,9	-14,2	9,0	10,2	7,7	1,2
Excédent d'exploitation net : sociétés	8 009	5 699	6 652	7 651	8 149	7 786	0,9	-28,8	16,7	15,0	6,5	-4,5
Consommation de capital fixe : sociétés	4 482	4 672	4 696	4 902	5 365	5 783	9,4	4,2	0,5	4,4	9,4	7,8
Consommation de capital fixe : administrations publiques et instutions sans but lucratif au service des ménages	1 764	1 854	1 975	2 133	2 310	2 443	13,4	5,1	6,5	8,0	8,3	5,8
Revenu mixte brut	6 619	6 687	6 955	7 218	7 912	8 370	7,4	1,0	4,0	3,8	9,6	5,8
Revenu mixte net	4 909	4 884	5 099	5 317	5 892	6 238	7,4	-0,5	4,4	4,3	10,8	5,9
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	1 710	1 803	1 856	1 901	2 020	2 132	7,5	5,4	2,9	2,4	6,3	5,5
Impôts moins les subventions	5 629	5 560	5 771	5 793	6 043	6 544	3,3	-1,2	3,8	0,4	4,3	8,3
Revenu disponible des ménages	29 574	30 153	30 907	32 193	34 030	35 305	6,1	2,0	2,5	4,2	5,7	3,7
Taux d'épargne des ménages[1]	2,3	2,2	-0,1	-0,7	1,6	0,9	…	…	…	…	…	…
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	7,36	6,56	6,71	6,54	6,43	6,16	…	…	…	…	…	…
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	42 308	42 799	44 105	45 329	46 304	47 188	4,1	1,2	3,1	2,8	2,2	1,9
Dépenses de consommation finale des ménages	28 484	28 850	29 855	30 632	31 267	32 075	3,4	1,3	3,5	2,6	2,1	2,6
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	886	914	900	957	997	1 060	4,5	3,2	-1,5	6,3	4,2	6,3
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	12 935	13 034	13 355	13 741	14 041	14 072	5,7	0,8	2,5	2,9	2,2	0,2
Formation brute de capital fixe	10 447	9 849	11 646	11 438	11 894	12 406	8,4	-5,7	18,2	-1,8	4,0	4,3
Formation brute de capital fixe des entreprises	8 094	7 550	8 790	8 779	9 215	9 726	8,7	-6,7	16,4	-0,1	5,0	5,5
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	81	92	96	87	87	87	22,7	13,6	4,3	-9,4	0,0	0,0
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	2 273	2 206	2 758	2 572	2 592	2 594	6,9	-2,9	25,0	-6,7	0,8	0,1
Investissements en stocks	333	-247	-418	-295	830	915	…	…	…	…	…	…
Exportations de biens et services	30 642	30 663	30 822	31 975	32 150	32 595	0,0	0,1	0,5	3,7	0,5	1,4
Importations de biens et services	32 598	32 034	33 961	35 145	36 292	36 984	…	…	…	…	…	…
Produit intérieur brut aux prix du marché	51 157	51 048	52 379	53 487	55 252	56 486	3,8	-0,2	2,6	2,1	3,3	2,2

1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 9
Indicateurs principaux des comptes économiques, Saskatchewan

PIB en termes de revenus et de dépenses	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	22 188	23 379	24 602	27 008	28 999	30 639	9,6	5,4	5,2	9,8	7,4	5,7
Excédent d'exploitation brut	31 785	23 822	25 982	33 676	35 219	36 099	53,2	-25,1	9,1	29,6	4,6	2,5
Excédent d'exploitation net : sociétés	23 407	14 841	16 386	23 090	23 357	23 102	75,4	-36,6	10,4	40,9	1,2	-1,1
Consommation de capital fixe : sociétés	6 764	7 357	7 883	8 776	9 945	11 000	13,1	8,8	7,1	11,3	13,3	10,6
Consommation de capital fixe : administrations publiques et instutions sans but lucratif au service des ménages	1 614	1 624	1 713	1 810	1 917	1 997	13,5	0,6	5,5	5,7	5,9	4,2
Revenu mixte brut	7 806	7 398	7 373	8 288	8 471	9 907	34,1	-5,2	-0,3	12,4	2,2	17,0
Revenu mixte net	5 868	5 308	5 250	6 123	6 265	7 568	44,6	-9,5	-1,1	16,6	2,3	20,8
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	1 938	2 090	2 123	2 165	2 206	2 339	9,9	7,8	1,6	2,0	1,9	6,0
Impôts moins les subventions	5 969	5 802	5 424	5 645	6 284	6 606	11,7	-2,8	-6,5	4,1	11,3	5,1
Revenu disponible des ménages	28 399	28 282	29 377	31 902	33 667	36 562	15,5	-0,4	3,9	8,6	5,5	8,6
Taux d'épargne des ménages[1]	7,4	3,9	2,7	5,7	5,8	8,6	…	…	…	…	…	…
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	7,08	6,54	6,51	6,30	6,15	5,83	…	…	…	…	…	…
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	37 219	38 050	39 206	39 930	41 220	42 196	4,7	2,2	3,0	1,8	3,2	2,4
Dépenses de consommation finale des ménages	25 711	26 178	26 954	27 788	28 934	29 953	5,8	1,8	3,0	3,1	4,1	3,5
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	483	542	538	590	600	628	0,4	12,2	-0,7	9,7	1,7	4,7
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	11 028	11 330	11 713	11 572	11 724	11 683	2,5	2,7	3,4	-1,2	1,3	-0,3
Formation brute de capital fixe	14 404	14 288	16 563	18 369	19 845	19 667	17,8	-0,8	15,9	10,9	8,0	-0,9
Formation brute de capital fixe des entreprises	12 374	12 317	14 473	16 221	17 645	17 282	15,4	-0,5	17,5	12,1	8,8	-2,1
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	80	65	56	58	63	64	37,9	-18,8	-13,8	3,6	8,6	1,6
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	1 950	1 906	2 029	2 083	2 129	2 312	35,4	-2,3	6,5	2,7	2,2	8,6
Investissements en stocks	1 238	-451	-1 036	243	-126	3 196	…	…	…	…	…	…
Exportations de biens et services	36 239	34 751	37 278	39 342	40 141	40 719	3,2	-4,1	7,3	5,5	2,0	1,4
Importations de biens et services	34 733	34 933	38 439	41 959	43 432	44 918	…	…	…	…	…	…
Produit intérieur brut aux prix du marché	55 183	52 553	54 756	57 938	59 737	62 716	5,6	-4,8	4,2	5,8	3,1	5,0

1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 10
Indicateurs principaux des comptes économiques, Alberta

PIB en termes de revenus et de dépenses	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	127 904	123 232	126 399	136 598	149 655	160 571	8,2	-3,7	2,6	8,1	9,6	7,3
Excédent d'exploitation brut	126 859	83 510	102 234	118 538	120 038	128 917	24,3	-34,2	22,4	15,9	1,3	7,4
Excédent d'exploitation net : sociétés	73 632	27 293	45 337	57 605	53 955	58 169	34,5	-62,9	66,1	27,1	-6,3	7,8
Consommation de capital fixe : sociétés	47 097	49 806	50 063	53 639	58 294	62 623	12,1	5,8	0,5	7,1	8,7	7,4
Consommation de capital fixe : administrations publiques et instutions sans but lucratif au service des ménages	6 130	6 411	6 834	7 294	7 789	8 125	15,7	4,6	6,6	6,7	6,8	4,3
Revenu mixte brut	24 631	24 281	25 083	26 632	27 764	29 214	8,5	-1,4	3,3	6,2	4,3	5,2
Revenu mixte net	17 953	17 447	18 125	19 387	20 295	21 282	8,4	-2,8	3,9	7,0	4,7	4,9
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	6 678	6 834	6 958	7 245	7 469	7 932	8,8	2,3	1,8	4,1	3,1	6,2
Impôts moins les subventions	15 793	15 890	16 634	17 426	18 336	19 257	-1,3	0,6	4,7	4,8	5,2	5,0
Revenu disponible des ménages	123 139	121 976	128 017	137 678	149 600	161 501	8,2	-0,9	5,0	7,5	8,7	8,0
Taux d'épargne des ménages[1]	9,9	10,2	10,8	12,2	14,7	16,3	…	…	…	…	…	…
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	8,89	8,11	7,97	7,56	6,81	6,40	…	…	…	…	…	…
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	145 894	146 610	151 769	156 848	162 335	167 703	3,8	0,5	3,5	3,3	3,5	3,3
Dépenses de consommation finale des ménages	108 343	107 068	111 026	115 412	120 354	125 563	2,7	-1,2	3,7	4,0	4,3	4,3
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	2 043	2 119	2 060	2 225	2 319	2 447	1,2	3,7	-2,8	8,0	4,2	5,5
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	35 492	37 329	38 602	39 175	39 708	39 872	7,1	5,2	3,4	1,5	1,4	0,4
Formation brute de capital fixe	89 366	66 381	80 767	90 677	99 895	108 142	1,6	-25,7	21,7	12,3	10,2	8,3
Formation brute de capital fixe des entreprises	79 814	56 535	70 764	80 000	90 759	98 479	0,4	-29,2	25,2	13,1	13,4	8,5
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	365	298	411	405	431	453	40,4	-18,4	37,9	-1,5	6,4	5,1
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	9 172	9 459	9 533	10 221	8 744	9 260	11,7	3,1	0,8	7,2	-14,5	5,9
Investissements en stocks	-1 125	-1 466	348	1 280	1 017	1 298	…	…	…	…	…	…
Exportations de biens et services	143 388	144 587	147 189	157 441	163 075	167 446	-1,6	0,8	1,8	7,0	3,6	2,7
Importations de biens et services	113 860	103 482	116 448	127 359	134 998	142 268	…	…	…	…	…	…
Produit intérieur brut aux prix du marché	263 515	252 811	264 164	279 277	291 855	302 966	1,7	-4,1	4,5	5,7	4,5	3,8

1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 11
Indicateurs principaux des comptes économiques, Colombie-Britannique

PIB en termes de revenus et de dépenses	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	102 192	100 335	102 467	106 964	110 527	114 898	4,0	-1,8	2,1	4,4	3,3	4,0
Excédent d'exploitation brut	50 034	42 927	48 406	53 151	52 402	52 644	6,3	-14,2	12,8	9,8	-1,4	0,5
Excédent d'exploitation net : sociétés	24 922	17 110	22 421	25 869	23 090	21 849	2,6	-31,3	31,0	15,4	-10,7	-5,4
Consommation de capital fixe : sociétés	19 169	19 735	19 729	20 617	22 286	23 515	9,9	3,0	0,0	4,5	8,1	5,5
Consommation de capital fixe : administrations publiques et instutions sans but lucratif au service des ménages	5 943	6 082	6 256	6 665	7 026	7 280	11,2	2,3	2,9	6,5	5,4	3,6
Revenu mixte brut	29 997	31 440	33 293	34 759	36 571	38 492	2,3	4,8	5,9	4,4	5,2	5,3
Revenu mixte net	23 268	24 657	26 359	27 578	29 044	30 577	0,7	6,0	6,9	4,6	5,3	5,3
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	6 729	6 783	6 934	7 181	7 527	7 915	8,1	0,8	2,2	3,6	4,8	5,2
Impôts moins les subventions	21 791	21 172	22 060	22 611	23 213	23 733	-2,1	-2,8	4,2	2,5	2,7	2,2
Revenu disponible des ménages	122 216	123 335	127 638	133 290	138 208	145 028	6,2	0,9	3,5	4,4	3,7	4,9
Taux d'épargne des ménages[1]	-0,5	-1,0	-2,4	-2,1	-1,6	0,0	…	…	…	…	…	…
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	10,54	9,71	9,63	9,49	9,05	8,77	…	…	…	…	…	…
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	161 777	162 445	167 858	171 423	174 840	178 425	3,4	0,4	3,3	2,1	2,0	2,1
Dépenses de consommation finale des ménages	121 109	121 407	125 798	128 665	131 333	134 641	2,4	0,2	3,6	2,3	2,1	2,5
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	3 103	3 251	3 232	3 305	3 357	3 439	8,8	4,8	-0,6	2,3	1,6	2,4
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	37 555	37 778	38 823	39 454	40 155	40 383	6,1	0,6	2,8	1,6	1,8	0,6
Formation brute de capital fixe	50 493	44 299	47 161	48 052	51 949	51 302	2,8	-12,3	6,5	1,9	8,1	-1,2
Formation brute de capital fixe des entreprises	42 400	36 374	38 971	41 272	44 024	43 808	1,5	-14,2	7,1	5,9	6,7	-0,5
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	483	300	225	233	258	261	118,6	-37,9	-25,0	3,6	10,7	1,2
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	7 605	7 602	7 939	6 545	7 648	7 228	6,6	0,0	4,4	-17,6	16,9	-5,5
Investissements en stocks	-269	-886	-1 473	297	698	685	…	…	…	…	…	…
Exportations de biens et services	77 978	72 973	78 949	82 019	82 837	84 881	-2,9	-6,4	8,2	3,9	1,0	2,5
Importations de biens et services	90 381	84 234	91 576	94 921	98 649	99 448	…	…	…	…	…	…
Produit intérieur brut aux prix du marché	199 270	194 214	200 628	206 225	211 124	215 218	1,1	-2,5	3,3	2,8	2,4	1,9

1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 12
Indicateurs principaux des comptes économiques, Yukon

PIB en termes de revenus et de dépenses	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	1 055	1 089	1 190	1 317	1 377	1 395	6,5	3,2	9,3	10,7	4,6	1,3
Excédent d'exploitation brut	558	637	706	719	647	638	34,1	14,2	10,8	1,8	-10,0	-1,4
Excédent d'exploitation net : sociétés	169	228	267	223	90	38	160,0	34,9	17,1	-16,5	-59,6	-57,8
Consommation de capital fixe : sociétés	226	241	265	311	362	401	13,6	6,6	10,0	17,4	16,4	10,8
Consommation de capital fixe : administrations publiques et instutions sans but lucratif au service des ménages	163	168	174	185	195	199	7,2	3,1	3,6	6,3	5,4	2,1
Revenu mixte brut	265	291	315	342	364	382	5,0	9,9	8,1	8,6	6,6	4,9
Revenu mixte net	207	229	251	276	294	309	3,8	10,7	9,5	10,0	6,8	5,1
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	58	62	64	66	70	73	9,4	6,9	3,2	3,1	6,1	4,3
Impôts moins les subventions	110	97	109	123	124	124	8,9	-11,8	12,1	13,1	0,8	0,0
Revenu disponible des ménages	1 179	1 210	1 293	1 398	1 457	1 492	4,9	2,6	6,8	8,1	4,3	2,4
Taux d'épargne des ménages[1]	17,9	17,8	18,3	19,1	18,2	18,5	…	…	…	…	…	…
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	6,17	5,05	4,89	5,15	4,94	4,90	…	…	…	…	…	…
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	1 968	2 030	2 198	2 245	2 277	2 276	3,3	3,2	8,3	2,1	1,4	0,0
Dépenses de consommation finale des ménages	946	968	1 016	1 059	1 096	1 095	4,5	2,3	5,0	4,2	3,5	-0,1
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	35	37	37	43	40	45	2,9	5,7	0,0	16,2	-7,0	12,5
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	988	1 025	1 144	1 144	1 142	1 138	2,2	3,7	11,6	0,0	-0,2	-0,4
Formation brute de capital fixe	607	618	848	1 051	804	729	-8,3	1,8	37,2	23,9	-23,5	-9,3
Formation brute de capital fixe des entreprises	453	407	681	802	598	490	-8,9	-10,2	67,3	17,8	-25,4	-18,1
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	2	2	8	12	14	14	0,0	0,0	300,0	50,0	16,7	0,0
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	152	208	159	236	191	223	-6,7	36,8	-23,6	48,4	-19,1	16,8
Investissements en stocks	-82	19	27	2	74	15	…	…	…	…	…	…
Exportations de biens et services	671	661	629	651	800	823	32,3	-1,5	-4,8	3,5	22,9	2,9
Importations de biens et services	1 190	1 219	1 508	1 658	1 600	1 511	…	…	…	…	…	…
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 923	2 067	2 153	2 245	2 303	2 283	8,3	7,5	4,2	4,3	2,6	-0,9

1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 13
Indicateurs principaux des comptes économiques, Territoires du Nord-Ouest

PIB en termes de revenus et de dépenses	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	2 057	1 943	2 007	2 107	2 173	2 225	3,8	-5,5	3,3	5,0	3,1	2,4
Excédent d'exploitation brut	2 475	1 593	2 277	2 061	1 780	1 628	13,9	-35,6	42,9	-9,5	-13,6	-8,5
Excédent d'exploitation net : sociétés	1 071	181	894	685	383	229	19,4	-83,1	393,9	-23,4	-44,1	-40,2
Consommation de capital fixe : sociétés	1 234	1 236	1 192	1 172	1 182	1 179	10,1	0,2	-3,6	-1,7	0,9	-0,3
Consommation de capital fixe : administrations publiques et instutions sans but lucratif au service des ménages	170	176	191	204	215	220	9,7	3,5	8,5	6,8	5,4	2,3
Revenu mixte brut	274	288	298	317	331	338	3,2	5,2	3,6	6,2	4,4	2,2
Revenu mixte net	222	235	244	260	273	277	2,5	6,0	4,0	6,3	5,0	1,5
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	52	53	54	57	58	61	6,1	1,9	1,9	5,6	1,8	5,2
Impôts moins les subventions	187	183	196	215	219	228	-4,1	-2,0	6,9	9,7	1,9	4,1
Revenu disponible des ménages	1 611	1 609	1 634	1 659	1 769	1 799	3,6	-0,1	1,6	1,5	6,6	1,7
Taux d'épargne des ménages[1]	17,7	17,3	16,2	13,8	16,2	15,0	…	…	…	…	…	…
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	5,44	4,30	4,23	4,71	4,36	4,23	…	…	…	…	…	…
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	2 872	2 994	3 074	3 108	3 120	3 141	1,1	4,2	2,7	1,1	0,4	0,7
Dépenses de consommation finale des ménages	1 295	1 286	1 305	1 323	1 340	1 363	2,5	-0,7	1,5	1,4	1,3	1,7
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	43	50	50	50	50	49	4,9	16,3	0,0	0,0	0,0	-2,0
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	1 535	1 656	1 717	1 732	1 729	1 728	0,0	7,9	3,7	0,9	-0,2	-0,1
Formation brute de capital fixe	1 577	1 084	1 158	996	1 161	1 362	-20,2	-31,3	6,8	-14,0	16,6	17,3
Formation brute de capital fixe des entreprises	1 379	786	824	736	939	1 079	-22,2	-43,0	4,8	-10,7	27,6	14,9
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	6	1	7	16	16	19	500,0	-83,3	600,0	128,6	0,0	18,8
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	192	298	327	244	207	265	-5,0	55,2	9,7	-25,4	-15,2	28,0
Investissements en stocks	26	15	89	232	118	20	…	…	…	…	…	…
Exportations de biens et services	2 743	2 466	2 608	2 459	2 406	2 509	-12,4	-10,1	5,8	-5,7	-2,2	4,3
Importations de biens et services	2 949	2 854	3 153	3 365	3 297	3 404	…	…	…	…	…	…
Produit intérieur brut aux prix du marché	4 195	3 649	3 733	3 432	3 508	3 632	-9,6	-13,0	2,3	-8,1	2,2	3,5

1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.

Tableau 14
Indicateurs principaux des comptes économiques, Nunavut

PIB en termes de revenus et de dépenses	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	millions de dollars aux prix courants						variation en pourcentage					
Rémunération des salariés	935	993	1 099	1 207	1 269	1 315	12,0	6,2	10,7	9,8	5,1	3,6
Excédent d'exploitation brut	485	365	657	613	715	858	42,2	-24,7	80,0	-6,7	16,6	20,0
Excédent d'exploitation net : sociétés	127	-23	255	155	199	304	2016,7	…	…	-39,2	28,4	52,8
Consommation de capital fixe : sociétés	245	277	285	333	383	413	6,1	13,1	2,9	16,8	15,0	7,8
Consommation de capital fixe : administrations publiques et instutions sans but lucratif au service des ménages	113	111	117	125	133	141	8,7	-1,8	5,4	6,8	6,4	6,0
Revenu mixte brut	154	167	174	189	197	203	8,8	8,2	4,4	8,4	4,5	2,6
Revenu mixte net	124	133	139	150	156	162	9,2	6,9	4,8	7,7	4,4	3,3
Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	30	34	35	39	41	41	7,1	13,3	2,9	11,4	5,1	0,0
Impôts moins les subventions	40	20	16	57	64	67	-18,4	-51,2	-16,4	249,0	12,3	4,7
Revenu disponible des ménages	906	883	953	1 011	1 063	1 116	17,7	-2,6	8,0	6,1	5,2	4,9
Taux d'épargne des ménages[1]	35,6	31,8	33,7	33,6	34,0	34,8	…	…	…	…	…	…
Ratio du service de la dette des ménages (pourcentage)[2]	2,63	2,70	2,50	2,26	2,06	2,05	…	…	…	…	…	…
	millions de dollars enchaînés (2007)						variation en pourcentage					
Dépenses de consommation finale	1 798	1 782	1 917	1 928	1 909	1 893	6,1	-0,9	7,6	0,6	-1,0	-0,8
Dépenses de consommation finale des ménages	570	582	608	628	645	660	5,2	2,1	4,5	3,3	2,7	2,3
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	48	47	45	47	50	49	20,0	-2,1	-4,3	4,4	6,4	-2,0
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	1 181	1 154	1 263	1 253	1 216	1 188	6,1	-2,3	9,4	-0,8	-3,0	-2,3
Formation brute de capital fixe	1 255	753	843	988	784	1 034	47,8	-40,0	12,0	17,2	-20,6	31,9
Formation brute de capital fixe des entreprises	1 070	504	603	746	614	829	62,4	-52,9	19,6	23,7	-17,7	35,0
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	15	3	2	2	2	2	400,0	-80,0	-33,3	0,0	0,0	0,0
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	171	247	238	239	167	200	-8,6	44,4	-3,6	0,4	-30,1	19,8
Investissements en stocks	15	-8	-5	-4	39	29	…	…	…	…	…	…
Exportations de biens et services	174	217	505	590	672	744	-16,3	24,7	132,7	16,8	13,9	10,7
Importations de biens et services	1 704	1 321	1 553	1 713	1 599	1 683	…	…	…	…	…	…
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 539	1 416	1 722	1 804	1 826	2 030	12,4	-8,0	21,6	4,8	1,2	11,2

1. L'épargne des ménages divisée par le revenu disponible des ménages, multiplié par 100.
2. Le ratio du service de la dette des ménages correspond aux intérêts versés sur les emprunts hypothécaires et non hypothécaires des ménages, divisés par le revenu disponible.
Source : Statistique Canada, Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, numéro 13-016-X au catalogue.